

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 12 JUILLET
N° 232 1,50 F
Belgique : 15 FB
Commission Paritaire n°56942

Les travailleurs de Claudel

«Il faut gagner contre les licenciements Durafour»

voir p. 5

LIBAN

Les réfugiés de Tell Zaatar sous les obus syriens et les assauts phalangistes

HALTE AU COMLOT DE LIQUIDATION DE LA RESISTANCE



Forces palestiniennes et progressistes au combat.

La Résistance Palestinienne subit aujourd'hui une agression sans précédent. D'innombrables crimes sont commis contre elle et les masses populaires du Liban qui appuient son combat. Mais, aussi dures que soient les épreuves qu'elle traverse aujourd'hui, la Révolution Palestinienne ne saurait être liquidée. Alors que les forces réactionnaires la considéraient comme anéantie au lendemain du septembre noir d'Amann en 1970, avec les massacres de plus de 20 000 Palestiniens, la Révolution

Palestinienne a connu ces dernières années un grand développement. En témoigne la vigueur prise par la lutte des masses à l'intérieur de l'ensemble de la Palestine occupée.

La résistance de Tell Zaatar contre les assauts furieux des troupes de Assad et des milices d'extrême droite, n'est pas seulement celle d'un camp de réfugiés, elle est l'expression de la lutte de tout un peuple, qui représente les aspirations à l'in-

dépendance et à la liberté de tous les peuples de la région. Et ces aspirations, aucune machination impérialiste ne peut les étouffer.

Les chars syriens et l'artillerie bombardent très violemment Tell Zaatar. C'est à l'abri de ce déluge de feu que les Phalanges poursuivent leurs assauts contre le camp. Ils demandent aux Palestiniens de se rendre, tout en assassinant Palestiniens et Libanais qui se trouvent sur leur chemin. Le 52^e assaut contre Tell Zaatar coïncide avec une offensive syrienne d'une très grande ampleur. Dans le Nord, les chars syriens sont entrés à Chekka et isolent Tripoli. Dans la Bekaa, les Syriens attaquent aussi. Saïda, le port des forces patriotiques, est bombardé. Une nouvelle fois, les troupes syriennes sont venues secourir les Phalanges en difficulté, et prennent en mains directement le massacre.

Les radios françaises faisaient état hier, sans que nous ayons pu obtenir aucune confirmation, de combats acharnés à l'intérieur du camp, et de la résistance de dix mille Palestiniens qui s'organisaient en prenant appui sur le réseau d'abris souterrains.

Toulon Giscard passe en revue la flotte d'intervention française en Méditerranée

voir p.3

CACCIARI CONDAMNE A 10 ANS DE PRISON

Le peuple corse répondra par la lutte !

«La cour vous condamne à dix ans de réclusion criminelle. Vous avez cinq jours pour faire appel de ce verdict». Dans son box, Serge Cacciari n'a pas bougé. Avant le verdict, il déclarait : «Je subirai ma peine avec dignité et tristesse, et quand je rentrerai en Corse, ce sera la tête haute et pas sous le poids de la délation». Jamais verdict n'est apparu aussi clairement comme un choix politique, celui de briser la lutte du peuple corse. Il n'y parviendra pas, et posera lourd dans la poursuite de cette lutte.

Pendant plusieurs jours, la Cour de Sécurité voulait s'en tenir «aux faits». Cacciari était accusé du meurtre d'un CRS, il s'agissait de le prouver. Or, le procès a fait la preuve que Cacciari n'a pas tué le CRS Cassard. Durant la nuit de Bastia, après les provocations des CRS, provocations que tous les témoins ont rapportées (sauf les

CRS et leurs chefs), Cacciari a prêté son arme à «un inconnu» avait-il déclaré tout d'abord. Son avocat a expliqué que ce n'était pas un inconnu, mais que Cacciari se refusait à la délation. La preuve en a été faite, puisque la Cour a rejeté l'accusation d'homicide volontaire, et seulement retenu celle de «complicité d'homicide» avec circonstances atténuantes. Or pour «tentative d'homicide», les inculpés d'Aléria autres qu'Edmond Siméoni avaient été condamnés à deux ans avec sursis ! suite p.6



15 MORTS A DJIBOUTI C'EST LE COLONIALISME FRANÇAIS QUI TUE !

Les graves incidents de la nuit de vendredi à samedi, qui ont fait 15 morts, et plusieurs dizaines de blessés sont présentés comme «un affrontement tribal» entre Afars et Isses. En fait, il s'agit d'une provocation qui vient à point nommé pour remettre en question le processus d'indépendance, favoriser une solution néo-coloniale pour sauvegarder les intérêts de l'impérialisme français.

A la suite des luttes du peuple de Djibouti, l'impérialisme français a été contraint de reconnaître le

principe de l'indépendance de Djibouti. Mais, depuis plusieurs mois, il multiplie les manœuvres pour laisser au pouvoir des hommes à lui et préserver sa base militaire. Le pion du néo-colonialisme Ali Aref, a vu sa position se dégrader de jour en jour ; de nombreux parlementaires de son parti ont rejoint l'opposition. Le gouvernement français a du abroger la loi sur la nationalité qui truquait grossièrement le droit de vote à Djibouti. Le référendum sur l'indépendance doit se dérouler avant la fin de l'année. suite p.7

A CREYS-MALVILLE

Les CRS incendient et chargent à coups de crosse

Le gouvernement tient à son surrégénérateur de Malville. La violence inouïe de la répression policière contre manifestants anti-nucléaires et paysans, le prouve : destruction au chalumeau de la citerne d'un paysan, et surtout, samedi, violente charge pour évacuer le camping à nouveau occupé. Au total, de nombreux blessés à coup de crosse et de grenades, plusieurs arrestations. La question de porter la lutte à un niveau supérieur est posée.

suite p.6

INTERNATIONAL

LETTRE SUR L'ANGLETERRE

la classe ouvrière et la crise

Un lecteur du Quotidien qui a séjourné en Angleterre, nous envoie un article rédigé avec des militants révolutionnaires de Manchester ; nous en publions de larges extraits.

Dans sa lettre, il indique : «Le principal reproche que vous serez sans doute amenés à faire à cet article, c'est son relatif pessimisme, bien que nous nous soyons efforcés de donner des explications politiques et de mettre en relief à la fin les éléments «dynamiques» de la situation. En l'absence d'un mouvement marxiste-léniniste conséquent et développé en Angleterre, toute analyse est nécessairement subjective et doit être relativisée. Toutefois, il est difficile d'échapper à certains constats de fait (par exemple qu'il n'y a pas de riposte de la classe ouvrière à la crise). Le point de vue qui est développé dans l'article -et qui est celui des camarades de Manchester- est qu'il faut analyser les racines de cette situation en profondeur».

L'ancienne capitale du coton

«Manchester, l'ancienne capitale du coton. Celle qui a fait, au 19^e siècle, la fortune de l'Angleterre, premier géant industriel. Manchester, la ville d'Engels... Beaucoup de choses ont changé depuis. La plupart des usines textiles ont fermé leurs portes. Des centaines de cheminées mortes se découpent sur le ciel noir. Le charbon, autre richesse séculaire, n'est plus qu'un souvenir. Aujourd'hui, la ville cherche à reprendre un second souffle autour d'industries plus récentes : mécanique, électronique, textiles artificiels.

Le Lancashire (Manchester, Liverpool...) est l'un

des foyers industriels anglais le plus touché par la crise : récession brutale, chômage très important, frappant principalement la classe ouvrière, britannique et immigrée (Indiens, Pakistanais, Antillais...).

Une impression de grande pauvreté se dégage de ces rangées interminables de petites maisons de brique sale, dont l'apparence est déjà si tristes pour le visiteur continental. On traverse de nombreuses zones «déprimées», terrains vagues, quartiers en ruines que l'on n'a jamais rebâti, faute de crédits.

«Ils n'embauchent plus»

Nous avons discuté, à la pause de midi, avec un groupe d'ouvriers d'une importante usine alimentaire de la banlieue. Cela se passait au «club social», devant un verre de bière. Bobby nous parle de la dégradation des conditions de travail : «Ici, ils ne licencient pas, mais ils n'embauchent plus. Les travailleurs temporaires ne sont pas repris, ceux qui partent ne sont pas remplacés. Et nous, on a davantage de boulot. Ils nous ont fait sauter des heures supplémentaires. Avant, on faisait une heure de plus par jour et on venait le samedi. Maintenant, on n'a plus que trois heures supplémentaires par semaine et un samedi sur deux. On perd de 6 à 14 livres par semaine (de 50 à 120 F). Les heures supplémentaires constituent en Angleterre une véritable institution. Elles permettaient jusque là de compenser la faiblesse relative des salaires. Leur réduction

représente, avec le chômage total, une atteinte très grave contre la classe ouvrière.

D'une façon générale, le niveau de vie des travailleurs a considérablement baissé dans ce pays, depuis 1974 (date de retour des travaillistes au pouvoir...). D'après les statistiques officielles, de février 75 à février 76, le taux d'inflation s'est élevé à 23%, tandis que les salaires ne progressaient que de 19%. Si l'on tient compte des impôts (prélevés à la source, comme chez nous la sécurité sociale), le pouvoir d'achat a baissé d'au moins 5% pour la même période. Depuis, la hausse des prix s'est quelque peu ralentie, mais ceux des produits alimentaires continuent à s'envoler : «En un an, le prix des pommes de terre (légume de base, ici) a triplé, celui du sucre a doublé, le thé a augmenté de 30 %, le café de 50 %, le pain de 25 %...»

Le «contrat social»

Les salaires sont étroitement contrôlés, situation rendue possible par le «contrat social» conclu entre le gouvernement travailliste et les syndicats. Dans un premier temps, le Trade-Union Congress (Confédération Syndicale Unique), a signé un accord limitant la progression salariale à 6 livres hebdomadaires (200F mensuels) de juillet 75 à juin 76. Deuxième «round» : limitation contractuelle à 4,5 % pour un an à partir du 1^{er} juillet, compensée par des concessions dérisoires (fiscales...). Le tout enrobé dans une belle démagogie sur la future reprise «grâce aux exportations». En attendant, le chômage -plus d'un million officiellement- ne diminue pas. Les jeunes sortant de l'école ne trouvent pas de travail et sont très faiblement indemnisés. Le budget social (éducation, santé...) ne cesse d'être amputé.

«Comment les travailleurs ressentent cette crise ?». Jack, shop-steward (délégué syndical) répond :

«Automat» en grève...

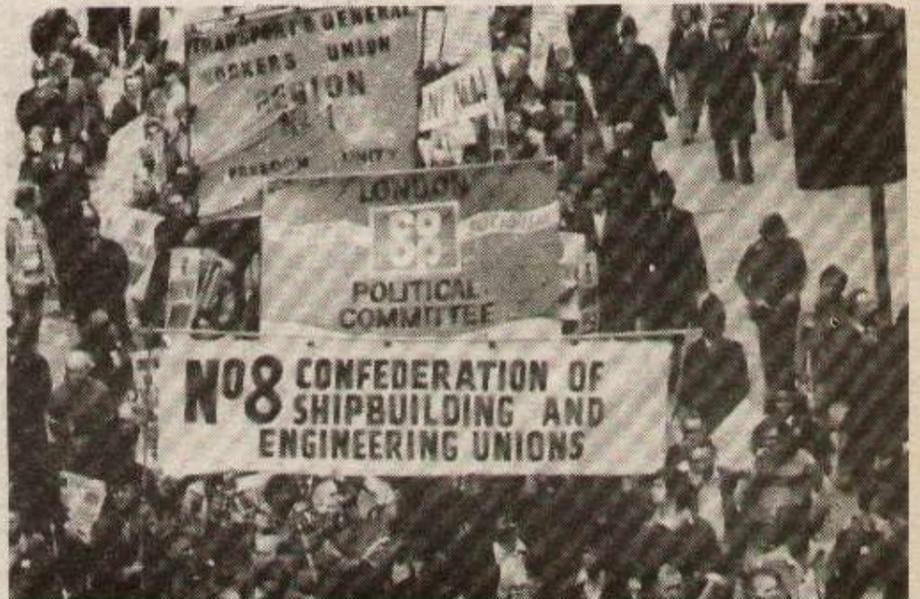
A Manchester, où il y a plusieurs milliers d'usines, la dernière grève importante remonte à plus d'un an. Depuis, seulement quelques petits mouvements isolés. Un seul conflit important, celui qui se déroule depuis 5 mois à Automat, pour la reconnaissance des droits syndicaux. De même au niveau national, peu de luttes prolongées. Un début de résistance au chômage, aux réductions des avantages sociaux, réactions le plus souvent spontanées et sans écho important.

Le «contrat social» de la bourgeoisie s'est donc imposé sans grande difficulté. Lorsqu'on est habitué aux luttes de classes en France, cela semble difficile à comprendre.

La première explication réside dans la nature de l'emprise qu'exercent les Trade-Unions sur les travailleurs et qui remonte à plus d'un siècle. Les Trade-Unions sont les syndicats de métiers, s'appuyant sur

Le parti travailliste, champion du réformisme et du chauvinisme

Autre explication, plus profonde, mais plus difficile à cerner concrètement : l'emprise idéologique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière... Il existe



«Les ouvriers se sentent très attaqués économiquement, mais en même temps très impuissants. Dans la mesure où la plupart des syndicats ont accepté le «contrat social», y compris celui des mineurs -et ça c'est décisif, car ce syndicat est le plus combatif- eh bien les gars ont tendance à se résigner». «Comment ils expliquent la crise ?». «L'idée qu'elle vient de l'étranger est assez répandue. Le marché commun, en particulier, est très impopulaire...»

les ouvriers qualifiés, ce qui renforce considérablement la division. Il s'agit d'autre part de structures extrêmement bureaucratiques, quise cantonnent à la collecte des cotisations et laissent très peu d'initiative à la combativité ouvrière.

Le mouvement des shop-stewards, apparu pour la première fois en 1917 pour s'opposer à cette situation, s'y est régulièrement enlisé. Les quelques délégués combattifs s'épuisent en bataille d'appareils et ont beaucoup de mal à lutter contre l'esprit de délégation des pouvoirs acquis par les masses depuis des décennies. Les grèves sauvages -c'est-à-dire, en fait, la plupart des grèves- sont invariablement brisées net ou récupérées par les permanents syndicaux. Les quelques syndicats «durs», par exemple celui des mineurs qui a fait tomber Heath en 74, sont isolés et demeurent relativement impuissants, faute d'alternative politique d'ensemble.

un instrument de domination plus spécifique à l'Angleterre : le parti travailliste (Labour Party).

Depuis ses origines, ce

parti a reflété les idées réformistes et chauvines de l'aristocratie ouvrière. Au gouvernement, il est devenu le meilleur défenseur des intérêts capitalistes. A l'heure actuelle, il a défini son modèle de «socialisme» en termes de nationalisations et de réformes sociales. Une politique extrêmement habile de

«concessions», de «réformes» a ainsi permis à la bourgeoisie d'empêcher que les quelques mouvements radicaux de la classe ouvrière ne débouchent sur un projet politique révolutionnaire. Aujourd'hui, la classe ouvrière se reconnaît encore largement dans le réformisme du Labour.

Une tendance croissante à l'abstention !

Périodiquement, néanmoins, une frange de l'électorat populaire se déplace vers les Conservateurs. «Pas par conviction» précise Jack, «mais avec l'idée que ça ne peut pas être pire» (Et de fait, souvent, ça l'est moins !) «Comment expliquer que cette alternance régulière des deux grands partis continue à faire illusion ?». «Il n'y a rien d'autre, pas d'alternative révolutionnaire crédible». Pour cela, il ne faut pas compter sur le Parti révisionniste, groupe minuscule, qui s'essouffle en vain à débaucher l'aile gauche du travaillisme en vue d'un hypothétique «programme commun». Pourtant, cette domination

idéologique de la bourgeoisie n'est pas sans faille. «On constate une tendance croissante à l'abstention. C'est un phénomène nouveau et intéressant...»

Ce ne sont que quelques éléments d'explications à l'absence d'une riposte, même limitée, à la politique de crise de la bourgeoisie, que la situation de plus en plus difficile du prolétariat anglais appelle pourtant de toute urgence. Au-delà de l'amertume des ouvriers avancés que nous avons rencontrés, de l'extrême immaturité du mouvement révolutionnaire, on peut trouver dans certaines luttes, des facteurs d'espoir.

La lutte contre les agressions fascistes

Il s'agit d'abord de la résistance montante des jeunes immigrés aux attaques fascistes et racistes dont ils sont victimes quotidiennement. En avril, les habitants de Manningham à Bradford se sont soulevés contre les fascistes du Front National et la police qui les défend. Tout récemment à Londres, l'assassinat d'un étudiant pakistanais a fait déborder la coupe : des milliers de manifestants en colère ont affronté les flics très violemment. D'autre part, dans la jeunesse intellectuelle, une combativité nouvelle se fait jour. La lutte des élèves-profes-

seurs contre la réduction des crédits et des postes, touche à l'heure actuelle une certaine de facs qui sont occupées...

La domination de la bourgeoisie n'est donc pas complète, et le contexte actuel de crise favorise sa remise en question. C'est en aidant la classe ouvrière à dépasser ses luttes sectorielles (immigrés, nationalités, femmes, métiers...) dans le sens de son unité, que les révolutionnaires britanniques parviendront à lui ouvrir la perspective du socialisme.

25 juin
John et Michel

LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE CONTRE LA LUTTE DES CLASSES

Il a été beaucoup question, ces temps-ci, des rapports des catholiques avec le PCF. En juin, Marchais, à Lyon, lançait en effet un appel vibrant à tous les chrétiens, quelle que soit leur classe, travailleurs et patrons, à rejoindre «l'union du peuple de France». Le PCF franchissait là un nouveau degré dans le crétinisme électoral, allant même jusqu'à parler du catholicisme comme d'une idéologie «progressiste». Mieux, ce parti a multiplié les entrevues régulières avec la haute hiérarchie réactionnaire de l'église catholique : Marchais fut contraint de le reconnaître à la télévision, trouvant cela parfaitement normal et compatible avec la ligne d'un parti qui se dit marxiste, communiste et révolutionnaire !

La réponse de la hiérarchie à la foire aux électeurs de Lyon avait été négative. Hier, Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, a lancé une nouvelle et vive attaque contre la classe ouvrière, le marxisme et la lutte de classes.

Cette attaque, sans doute, est à interpréter comme une réponse au PCF, l'évêque faisant mine de confondre

PCF et classe ouvrière, ignorant délibérément que ce parti n'a plus rien de communiste. Mais là n'est pas l'essentiel.

C'est en effet un véritable anathème féodal que lance l'évêque de Strasbourg ; il dénonce le fait que des chrétiens «se laisseront gagner inévitablement par le mirage de ce qui est peut-être l'hérésie du siècle et qui devient presque une pseudo-religion : la sacralisation de la lutte des classes».

Il est comique de voir aujourd'hui la haute hiérarchie réactionnaire de l'église dénigrer ouvertement l'engagement contre le capitalisme de certains travailleurs chrétiens. Les déclarations d'Elchinger montrent combien ce phénomène de rejet du catholicisme allié ouvertement avec la bourgeoisie, idéologie de soumission, prend de l'ampleur.

La minorité des fascistes intégristes qui tapent «leurs frères» avec des crucifix au nom de Dieu semble bien isolée pour que, sous des formes plus douces, les évêques viennent à sa rescousse.

Revue navale

GISCARD PASSE EN REVUE LA FLOTTE D'INTERVENTION EN MÉDITERRANÉE

«Pour maintenir la flotte classique à son niveau modeste actuel, il serait nécessaire de mettre chaque année en chantier 12 800 tonnes. Or le tonnage classique mis annuellement en chantier au cours des trois premiers plans n'a pas atteint 5 000 tonnes». C'est ce qu'écrivit la très officielle revue «Défense Nationale». Cela donne une idée de l'arme que Giscard prétendait hier célébrer de Villefranche à Toulon, avec la revue navale. Il s'agissait plutôt de pallier le déclin actuel de la marine par ce que l'UDR Sanguinetti, par dérision, appelle un «corso fleurie».

Lors de la dernière discussion militaire, au parlement, le gouvernement, d'ailleurs a dû reconnaître que le tonnage de la flotte allait tomber aux alentours de 250 000 tonnes (contre 320 000 actuellement). C'est son tonnage le plus bas depuis la guerre. Giscard, sur «Le Clémenceau» ne pouvait cacher que ce bâtiment a maintenant 26 ans, pendant que le Foch, l'autre porte-avion, malencontreusement tombé en panne le jour de la revue, en a 24. Le rang de «puissance moyenne» de la France, l'arriération relative de sa marine, ne l'empêchent pourtant pas de nourrir encore des desseins impérialistes. En particulier dans la Méditerranée, et dans l'Océan Indien que le chef de la marine a qualifié récemment de «banlieue

lointaine» de la Méditerranée.

LES MISSIONS DE LA MARINE

L'essentiel des missions de la marine, en effet, si l'on excepte la défense des côtes, correspond à une politique agressive vis-à-vis du Tiers Monde, avec les limites, bien sûr, qu'imposent les deux superpuissances. «La France, a dit Giscard, entend exercer en Méditerranée la politique que lui dictent ses traditions et ses intérêts». Parlant des missions «d'action extérieure», l'amiral Joire Noulens, chef de la marine, écrivait récemment qu'elles consistent «à intervenir pour sauvegarder nos intérêts économiques et culturels, ou pour proté-



ger nos ressortissants, ou encore pour respecter les engagements que nous avons contractés par des accords de défense». C'est bien une volonté de l'impérialisme français de proclamer son droit d'intervention dans le monde, en particulier en Méditerranée, et contre les pays du Tiers Monde.

UNE FORCE D'INTERVENTION

L'amiral, d'ailleurs, dé-

taille la composition d'une «force d'intervention», qui peut agir en tout point de la Méditerranée : un porte-avions, avec quarante avions, six à huit bâtiments de lutte anti-aérienne et anti-sousmarine, avec une force de débarquement. A l'évidence, une telle force ne vise pas la défense contre les superpuissances. Elle a au contraire une ressemblance frappante avec la politique de la canonnière. Avec en plus, l'idée possible de son utilisation dans le cadre de l'OTAN : les forces navales françaises, en Méditerranée, peuvent facilement être intégrées et coordonnées avec les plans américains. L'amiral Joire-Noulens, d'ailleurs, parlant de la «protection des routes méditerranéennes d'approvisionnement du pétrole», écrivait qu'il «est probable qu'une action contre elles ne viserait pas seulement nos pétroliers... La réaction serait alors multinationale et concertée. Nous ne pouvons, avec nos seules forces, assurer une protection permanente et efficace de toutes les routes du trafic pétrolier». Ces «missions» de la marine sont donc bien clairement impérialistes, puisqu'il s'agit, principalement, de défendre, en cas d'embargo, le pillage des ressources en matières premières venues du Tiers Monde. Et l'on connaît les menaces proférées par les USA de débarquer chez les pays producteurs.

Ainsi, la marine, symbole «d'aventure», de même que cette marine «de paix» que Giscard a exaltée à Toulon, en montrant des matelots appelés, sont bien loin de la réalité. C'est une arme bourgeoise, avec ses officiers hyperréactionnaires et ses matelots considérés comme autant de valets. L'aventure qu'on fait miroiter, ne peut, comme les récents bruits d'intervention au Liban l'ont montré, être qu'une agression impérialiste.

Paul LEFORT

Répression dans l'armée, ça continue

A la base aérienne de Toul, un appel vient d'être puni de 15 jours d'arrêts de rigueur : c'est un soldat de la BA 136, Maistre, qui était en possession de journaux d'extrême gauche considérés comme «démoralisateurs de l'armée»

Les comités de soldats de la BA de Toul, de la VA de Saint Dizier, du 151 RI de Moulins les Metz et du 30 ème groupe de chasseurs de Lunéville, exigent sa libération immédiate.

C'est une nouvelle atteinte, dans l'armée, aux libertés les plus élémentaires.

Pendant ce temps, au 2ème RC de Verdun, des appelés, qui ont distribué le «poilu en colère», soupçonnés d'appartenir au comité de soldats et d'avoir participé à la manifestation du 1er mai, ont été arrêtés. Dès le 10 juin, au moment de la commémoration par Giscard de la boucherie impérialiste de Verdun, cinq appelés furent arrêtés, puis, les jours suivants, sept autres. Trois d'entre eux sont condamnés à 60 jours d'arrêts de rigueur, et dix autres ont pris au moins 30 jours d'arrêts de rigueur.

Rappelons que le gouvernement maintient, malgré le vide des dossiers les 54 inculpations en Cour de Sécurité de syndicalistes et d'appelés. Mais face au mouvement de protestation, la répression se fait désormais à l'intérieur des casernes, à l'abri du public.

Demandons la libération des appelés emprisonnés, la levée des inculpations.

LES GUIGNOLS PARLEMENTAIRES EN VACANCES : Les députés, cette année, comme les sénateurs, ont montré qu'on pouvait sans cesse repousser les limites du guignol parlementaire. Ils ont atteint des sommets sur la question des plus-values. Finalement, samedi, ils sont partis en vacances, après avoir adopté tous les textes qui restaient.

Municipales : Chirac tente de colmater les brèches

Colmater les brèches : telle est bien la principale préoccupation de la «majorité présidentielle» dans la préparation des élections municipales de 1977. C'est ce qui ressort des déclarations de Chirac : liste unique de la majorité dès le premier tour, appel aux notables «compétents» et «dynamiques» qui n'ont pas «signé le programme commun». Impossible pour le pouvoir de «mobiliser les électeurs» sur un quelconque projet politique : il faut avant tout enrayer la fuite électorale vers la «gauche» qui est apparue aux dernières cantonales, et cela en masquant les profondes contradictions qui divisent la majorité, et en faisant appel aux «centristes indépendants», aux «divers gauches» et à ces notables du PS qui ont rompu avec leur parti en s'opposant au programme commun, et ici ou là s'allient à la majorité.

Mais ces déclarations, si elles préparent surtout un affrontement contre «l'union de la gauche», laissent cependant la porte ouverte au PS, qui par son poids électoral prépondérant devient peu à peu le maître du jeu politique bourgeois. Même s'il y a peu de chances que

cette rupture se réalise avant les municipales, c'est évidemment une possibilité que

l'on se réserve de part et d'autre... pour plus tard.

P.G.

LE PSU A LA SOUPE

La direction du PSU, dans une interview publiée par «la Croix» envisage sa participation éventuelle à un gouvernement «de gauche» qui viendrait au pouvoir aux élections de 78.

Mousel, dirigeant du PSU, déclare en effet : «Plus que le détail des dispositions, ce qui compte, c'est que le programme commun s'engage clairement à s'appuyer sur un mouvement de masse pour entamer des transformations». Cet engagement serait bien illusoire à rechercher, puisque toute la stratégie de la gauche officielle consiste, précisément, à briser l'initiative des luttes, à faire barrages à la volonté, partout manifestée, de ne pas attendre les échéances électorales de 78.

Seulement, les dirigeants du PSU, qui voient venir des postes ministériels ou autres, s'embarassent peu.

Que la «gauche» prenne l'engagement de «s'appuyer sur le mouvement de masse» et, dit Mousel, «la condition essentielle de notre soutien, éventuellement d'une signature ou d'une participation gouvernementale» sera remplie.

D'autres, au PSU, ont tenu, en d'autres temps, les mêmes propos : Rocard ou Chapuis, par exemple. Ils parquent aujourd'hui, aux côtés de Mitterrand, attendant leurs futurs maroquins. Ils parlaient aussi beaucoup de «s'appuyer sur les masses»...

LUTTES OUVRIERES

SANDERS (JUVISY)

"TISSER LA GRANDE TOILE D'ARAIGNEE..."

«IL N'Y AVAIT RIEN, ON N'AVAIT RIEN A ATTENDRE»

«Il y a deux ans, on est parti de zéro, on avait des salaires de misère. On travaillait 47 h 30 pour un salaire de 1 350 F; moins les charges, il restait en gros 1 280 F, pour 47 h 30 de boulot ! On n'avait pas encore de syndicat. Un jour, d'un seul coup, on a fait arrêter les gars, tout le monde à suivi : on a gagné 4 % ; deux mois après, 6 %. Puis on a monté le syndicat. Avec la lutte, on a obtenu un quart d'heure de douche, une camionnette pour ramener les travailleurs, etc...»

Un autre travailleur :

«Il n'y avait strictement rien, il y a eu pas mal de tentatives pour monter une section mais c'était systématiquement la répression. C'est vrai aussi que c'est parti d'en haut. C'étaient des gars qui étaient dans les sphères des chefs d'équipe : c'était voué à l'échec parce qu'ils ne se sont pas appuyés sur les plus exploités. Ils ne sont pas partis sur une base suffisamment solide, une base révoltée telle qu'elle existait réellement. Lorsqu'on a compris cela, on a pu monter la section (CGT)».

«JE SUIS RENTRÉ A SANDERS EN 73...»

«Je travaillais toute la journée, sans arrêt et à la fin du mois on n'arrivait même pas à 1 280 F nets. J'ai dit aux copains : «il faut faire quelque chose», je suis allé voir le contremaître, le chef d'équipe pour lui dire qu'avec ce salaire, on n'y arriverait pas, qu'avec le boulot qu'on faisait, c'était pas correct, qu'ils en profitaient. Ils m'ont répondu : «d'accord, vous êtes des travailleurs... etc... mais le patron ne peut pas donner plus».

Alors un jour, à la cantine, on a discuté et on a arrêté : on a gagné 4 %, puis après 6 %. Ensuite on a monté le syndicat. Grâce à cela, il y a eu beaucoup d'acquis mais la vie ne cesse pas d'augmenter et il faut toujours lutter, surtout pour les salaires les plus bas».

Les travailleurs de chez Sanders à Juvisy sont en lutte à l'heure actuelle pour :

- A travail égal, salaire égal,
- une meilleure hygiène, plus de sécurité, l'amélioration des conditions de travail,
- le respect des ouvriers,
- une augmentation uniforme (100 F pour tous),
- salaire minimum à 2 000 F nets.

Deux facteurs sont nécessaires à la victoire : renforcer l'unité des travailleurs dans l'usine contre le patron et «tisser la grande toile d'araignée à l'échelle du trust, des usines autour, des boîtes en lutte et avec les paysans exploités, ruinés par les contrats d'intégration imposés par Sanders...»

A Juvisy, au bord de la Seine, les ouvriers de chez Sanders produisent des aliments pour bétail à base de produits chimiques (zinc, cuivre, soufre, furoxème) qu'ils mélangent à la farine, avec des vitamines et antibiotiques. «Avec ces produits, un animal qui grossit normalement en neuf mois, se retrouve à quatre ou six mois sur le marché. C'est la production à fond...»

pour la première fois une candidate qui est élue.

«UNIFIER LES TRAVAILLEURS SUR DES POSITIONS DE CLASSE...»

A l'heure actuelle, notre souci est d'unifier la base sur les positions de la section CGT, c'est-à-dire sur des positions de classe (augmentations uniformes, remise en cause de la hiérarchie...), de faire en sorte que tous les travailleurs prennent en main la lutte sous tous ses aspects. Nous ne voulons pas de chefs bureaucrates ouvriers.»

A partir de cette unification, il est possible pour les travailleurs de chez Sanders de tisser des liens à l'extérieur. Pour vaincre, la lutte ne peut rester isolée. Malgré les difficultés, de nombreux contacts ont été pris avec des paysans «intégrés» par Sanders. Comme les paysans qui prennent conscience de plus en plus de la nécessaire alliance avec les ouvriers, les travailleurs de chez Sanders-Juvisy, eux, veulent tisser des liens avec les paysans, en lutte contre le même ennemi, populariser les luttes paysannes dans la classe ouvrière.

...ET ENGAGER DES LIAISONS CONCERTÉES AVEC LES AUTRES USINES

De la même manière la popularisation a été entreprise dans les autres boîtes du trust et dans des boîtes qui exploitent les paysans dans d'autres secteurs, telles que Massey Ferguson, Duquesne-Purina, Nukamel... etc..

Mais ces contacts ne sont qu'une première étape dans la lutte. «Il faut que ces liaisons soient concrètes». Ce que les travailleurs souhaitent, c'est une réelle coordination de leurs luttes, seule condition pour faire front contre la politique de crise de la bourgeoisie. C'est pour cela que les travailleurs de chez Sanders sont venus apporter leur soutien à Bourgogne-Électronique et aux Câbles de Lyon, en participant à leurs meetings.



Il y a deux ans, c'était la première victoire, la création d'une section CGT dans la boîte. «Au départ, tout le monde était isolé. Il fallait monter une section pour unifier les travailleurs. C'est dans ce sens qu'on a monté la section CGT qui semblait aux gars le syndicat le plus représentatif des travailleurs. Cela permettait de poser le problème des revendications d'une manière organisée, la réaction patronale, devant l'échec de ses manœuvres visant à empêcher l'unification des travailleurs a été de susciter l'implantation dans la boîte d'une section syndicale FO, sous la direction des cadres et d'autre part, d'une section CFDT, créée par d'anciens délégués du personnel, parfaitement connus comme étant à la botte de la direction et parfaitement à même de pratiquer la collaboration de classe. Aux dernières élections (délégués du personnel), la CGT majoritaire a obtenu quatre sièges sur six au collège ouvrier (le découpage électoral bidon l'empêchant d'enlever les six sièges). Au collège employé, la CGT a présenté

CGT local est aux mains du PCF qui voit d'un mauvais œil la présence du PCRml dans le groupe des exclus ainsi que le soutien du PCR à la lutte dès le lendemain du vidage.

Les exclus s'efforcent d'élargir le soutien à l'ex-

Corr. Tonnerre

ROSI (NANTERRE) : MENACES ET INTIMIDATIONS CONTRE LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Les travailleurs de Rosi en grève depuis maintenant trois semaines (cf QdP du 7/7) viennent de connaître la décision du tribunal des référés

qui a ordonné aux travailleurs de mettre fin à l'occupation de l'usine.

Les menaces de la bourgeoisie, le refus de négocier du patron qui a des stocks pour trois mois, l'approche des vacances constituent chez les grévistes, et ce depuis quelques jours, un terrain propice au découragement et aux hésitations dans la continuation de la grève.

Ce lundi, les travailleurs vont faire le point. Ils sont à la croisée des chemins, soit se soumettre au poids de la répression, de l'intransigeance patronale, ou surmonter les obstacles en passant à l'offensive (reprise des collectes, discussions avec ceux qui veulent reprendre le travail, poursuite de l'occupation, prise de contact avec les usines actuellement en lutte, etc...).

L'UD-CGT contrôlée par le P.C.F n'a rien fait pour briser l'isolement : c'est aux travailleurs et à la section CGT de prendre eux-mêmes des initiatives.

Corr. Nanterre

sannerie. Un certain nombre d'entre eux sont saisonniers ou ouvriers-paysans. La vie de nombreuses exploitations agricoles qui vivaient grâce à l'appoint que représentaient ces salaires est donc également menacée.

En même temps, la bourgeoisie en annonçant des hausses de 4 % sur les prix agricoles et de 7 % sur les légumes en conserves compte faire payer la note aux travailleurs des villes. Pour le maintien du revenu des petits paysans contre les licenciements, contre les hausses de prix, passons à l'offensive, construisons l'unité populaire !

P.P.

HALTE A LA RÉPRESSION AU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS DE TONNERRE

Depuis quelque temps, une dure répression frappe les travailleurs du FJT de Tonnerre, dirigé par une bonne-sœur, toute dévouée au patron-président Dumas et au conseil d'administration composé de notables réactionnaires. Cela aboutit aujourd'hui à l'exclusion arbitraire de six jeunes. Ceci reflète le refus de voir s'exprimer le point de vue des travailleurs dans le FJT, que ce soit sur les conditions matérielles, de nourriture, ou que ce soit sur l'animation socio-culturelle.

Après le vidage, la riposte ne s'est pas fait attendre. Les exclus s'organisent, et tirent un tract, dénonçant ces pratiques

répressives, qu'ils diffusent sur les quartiers populaires, et devant le FJT où ils auront à faire face aux provocations fascistes de la direction. Celle-ci appellera les flics, qui repartiront bredouilles vu l'attitude ferme et responsable d'un camarade. Les exclus ont demandé depuis le début le soutien de l'inter-syndicale CGT-CFDT. La CFDT est rentrée seule dans la bataille avec ses trois militants exclus. La direction de la CGT semble se défilier depuis plus d'une semaine et demi, prétextant qu'il n'y a pas de syndiqués CGT parmi les exclus. Rien d'étonnant à cela puisque la direction du syndicat

BONNET ANNONCE DES LICENCIEMENTS DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE

La poursuite du beau temps au-delà du 10 juillet compromettrait définitivement la récolte de maïs, vient de déclarer l'Institut National de la Recherche Agronomique. De fait, l'état des récoltes est catastrophique et ce ne sont pas les quelques permissions et camions militaires mis à la disposition des agriculteurs qui peuvent résoudre de telles difficultés. Samedi 10 juillet, Christian Bonnet déclarait au micro de France-Inter que «les entreprises de matériel agricole, les conserveries, les semouleries, les maïseries, les laïteries et les sucreries connaîtront des difficultés appréciables». Ces menaces se précisent donc contre les

travailleurs du secteur agro-alimentaire. Se saisissant de l'occasion de la sécheresse, les capitalistes de ce secteur, un des plus prospères de l'économie, veulent accélérer la restructuration sur le dos des travailleurs. Les capitalistes n'ont pas l'intention de voir diminuer leurs profits en même temps que les productions agricoles. En «dégraissant» l'effectif de leurs usines, ils tiennent à maintenir les profits élevés qu'ils réalisent à l'habitude dans ce secteur. A noter que les trusts agro-alimentaires sont une des branches qui ont le plus bénéficié du «vent de la reprise». Les ouvriers de ces industries sont très liés à la pay-

couleront dix centimes plus cher pour un petit verre et trente centimes pour un grand verre.

Les légumes en conserve augmenteront de 7 à 8 %, les emballages en aluminium de 5 %, les articles de ménage en aluminium de 5 à 7 %, les rasoirs et lames de rasoir de 2,5 %.

L'indice officiel de hausse pour juin était inférieur à 1 %. En juillet, il se rattrape,

HAUSSES : FOURCADE RATTRAPE LE TEMPS PERDU

C'est sans doute un aspect de la «solidarité nationale» à laquelle le gouvernement nous appelle face à la sécheresse : les prix des «boissons-pilotes» vont augmenter, dans les cafés de la région parisienne. Les boissons-pilotes, ce sont celles qui ont un prix imposé quand elles sont consommées au comptoir.

Le café, l'eau minérale non-gazeuse, la limonade, les jus de fruits, le lait et la bière

LUTTES OUVRIÈRES

CLAUDEL (VILLEDIEU-LES-POÊLES) :

IL FAUT GAGNER CONTRE LES LICENCIEMENTS DURAFOUR !

- Située dans la Manche, en plein pays producteur de lait, l'usine Claudel de Villedieu-les-Poêles (5 000 habitants) compte 250 ouvriers. Elle fait partie du trust Nestlé. Il y a six autres usines Claudel dans la région (Calvados et Manche).

- 2 fois par jour, les camions de l'usine ramassent le lait des paysans des alentours. A l'usine, les ouvriers en transforment une partie en fromage : camembert et St-Paulin.

- Les conditions de travail sont pénibles et les salaires bas. La majorité gagne 1600 F par mois. Née en 1970, la section syndicale CFDT -unique sur

l'entreprise- est forte : 80% de syndiqués. En novembre-décembre de cette année, une lutte de trois semaines avec occupation, se déclençait pour les classifications et les salaires. Les travailleurs de chez Claudel se sont heurtés -comme de nombreuses autres usines en France- à l'intransigeance patronale et à la répression : dès le lendemain de la reprise, le patron réclamait le licenciement de 4 délégués. Refusés par l'inspection du travail, 2 des 4 licenciements ont été maintenus par Durafour, 4 mois après. Deux jours de grève ont eu lieu alors, dans toutes les usines du groupe Claudel.

Nous avons fait le point avec deux travailleurs de l'entreprise, très actifs pendant la grève.

- Quotidien du Peuple : A l'annonce de la décision de Durafour, quelle a été la réaction dans l'usine ?

- R. : La colère et la riposte. Nous sommes repartis en grève. Pas seulement à Villedieu comme la 1^{ère} fois. Mais les 6 au-

tres usines aussi. Et ça, c'était important : car pendant la grève de décembre, le patron détournait le lait sur les autres usines, pour briser notre lutte. Nous exigeons tous : la réintégration des deux camarades, et en second, la révision des classifications. Mais l'essentiel, c'é-

tait l'annulation des mesures de licenciement.

- R. : Il faut dire que nous avions des illusions. Nous pensions que les 4 licenciements étaient dûs à notre patron, qui est particulièrement «dur». Il nous avait envoyé les flics pendant l'occupation, puis

il venait nous injurier au piquet de grève. Enfin, il avait tout fait pour dresser les paysans contre notre lutte, les menaçant de ne pas payer leur lait.

Durafour a annoncé sa décision, la veille de l'expiration du délai de quatre mois, alors que justement, nous pensions que c'était

gagné. Nous avons commencé à nous poser beaucoup de questions : pourquoi le gouvernement maintenait des licenciements illégaux ? Nous avons compris qu'il fallait riposter et gagner, car c'est l'avenir de nos luttes qui se joue.

- QdP : Pourtant, la grève n'a duré que deux jours, et les deux licenciés sont toujours dehors. Comment expliquez-vous cela ?

- La combativité est intacte. Mais nous avons rencontré plusieurs obstacles. Il faut aujourd'hui y réfléchir et apprendre à les vaincre.

D'abord, il y a le problème de la coordination des luttes, au niveau de toutes les usines Claudel, et même peut-être, au niveau de tout le trust Nestlé. La coordination a eu lieu à travers les structures syndicales uniquement. Or moi, je suis en désaccord sur plusieurs points avec ceci. Nous nous sommes aperçus que les ouvriers des autres usines n'étaient guère au courant de notre lutte, de son enjeu. Les informations passent donc mal, ou bien, certaines structures syndicales ne font pas leur travail. Surtout, la revendication essentielle était la réintégration des deux camarades, et ensuite, seulement les classifications. Or, l'Union de Secteur de St-Lô (CFDT) a changé l'ordre des revendications, sans même nous prévenir. N'est-ce pas finalement entériner les licenciements et détourner notre lutte de son objectif ? Enfin, nous ne savons rien sur ce que pensent les ouvriers des autres usines, pourquoi ils ont arrêté la grève...

Le 2^e obstacle, c'est nos illusions sur la légalité. Nous avons attendu quatre mois, sans rien faire, sans construire le rapport de forces contre la mesure de Durafour. Nous ne pensions pas qu'il oserait. Nous n'étions pas prêts. Même aujourd'hui, encore, la CFDT a engagé des recours devant les tribunaux, et certains pensent encore que ça suffit. Or, s'il n'y a pas de rapport de forces derrière, les tribunaux confirmeront la décision de Durafour. Mais comment continuer la lutte aujourd'hui ? A Villedieu, on ne voulait pas reprendre, malgré toutes les pressions de l'UIS de St-Lô, qui nous disait que nous étions isolés et que c'était foutu. Nous avons donc repris, la rage au cœur. Mais, dans l'usine, tout de suite, on réfléchit beaucoup, car nous voulions à tout prix obtenir la réintégration.

Il y a un autre problème, c'est la division avec les paysans. Le patron a même fait une réunion avec eux, pour les menacer à nouveau de ne pas payer leur lait (lors de la dernière lutte), pour les dresser contre nous. Comment souder l'unité des petits paysans avec nous, contre Claudel et les gros paysans ?

- QdP : Comment voyez-vous l'avenir et la continuation de la lutte ?

- Ce qui est acquis dans l'usine, c'est notre unité à vouloir gagner la réintégration. Déjà nous ripostons du tac au tac à la répression que le patron tente d'instaurer dans l'usine, pour installer la peur, et pour diviser (changement de poste par exemple). Nous comprenons aussi que ce sera une lutte prolongée, qu'il faut faire l'unité-large, pas seulement dans l'usine.

- R. : En résumé, moi je vois les choses comme cela :

1) Prendre sérieusement en mains la coordination à l'intérieur du groupe Claudel, nous-même, directement. Débattre largement avec les travailleurs du groupe, des moyens de lutter, du sens de la lutte.

2) Créer des sortes de comité de soutien, qui réuniraient, non seulement les travailleurs de Claudel, mais aussi d'autres travailleurs, des jeunes, des petits paysans. Les Paysans Travailleurs de la Manche sont en contact avec nous et seraient d'accord. Unir tout ce qui est possible, dans le but d'exiger la réintégration.

3) En prévision d'une nouvelle grève, étendre nos liens avec les petits paysans, trouver des formes de lutte commune. D'autant qu'il est question que Claudel ne ramasse plus le lait des petits producteurs sous prétexte que ce n'est pas rentable. Ça, et les conséquences de la sécheresse qui diminuent la production de lait, va toucher terriblement les petits paysans. Nous avons plus que jamais le même intérêt à faire céder Claudel.

- R. : Moi aussi, je suis d'accord avec ça. Ce qu'il faut, c'est arriver à s'unifier dans notre section syndicale, sur ceci, et à prendre des initiatives.

Alors, nous l'obtiendrons, la réintégration des deux camarades ! Nous avons déjà prévu un grand méchoui pour fêter la victoire !

Corresp. régional

A.G.P. : Contre la répression, LA LUTTE EST POSSIBLE

Le directeur des relations sociales des AGP a été condamné à cinq cents francs d'amende et à des dommages et intérêts par le tribunal correctionnel pour entrave aux libertés syndicales. Les événements qui lui ont été reprochés remontent à décembre 75. La lutte pour empêcher le licenciement de deux délégués CFDT se poursuit aux AGP. La section CFDT a reçu des messages de soutien et les militants CFDT des Assurances sont venus nombreux manifester leur solidarité, notamment au

Le lendemain 9 juillet, la même exposition a pu se tenir dans les locaux de la compagnie à la cafétéria et de nombreux militants syndicaux des Assurances invités par la section CFDT se sont vus apostropher par le directeur des relations sociales qui, selon son habitude est allé chercher un huissier pour constater «la violation de son entreprise» ! Grâce à la fermeté des militants syndicaux et du personnel de l'entreprise, l'exposition a pu se tenir pendant plus d'une heure.

Une collecte de solidarité a été organisée, et de nombreux travailleurs de l'AGP ont soutenu financièrement nos deux camarades. Il devient de plus en plus clair que la riposte est possible et qu'une mobilisation du personnel et un soutien large et actif feront échec à la répression.

Corresp. AGP



leur solidarité, notamment lors d'une exposition sur la répression organisée aux portes de l'entreprise le 8 juillet. Une fois encore, des individus payés par la direction et des cadres de l'entreprise ont proféré des propos injurieux envers les militants syndicaux, arraché des affiches et lancé de grossières provocations.

A propos des coordinations

LETTRE OUVERTE A LA CFDT

Chers camarades,

Le syndicat CFDT du Personnel de l'Assistance Publique à Paris s'indigne de la récente décision du Bureau National condamnant l'initiative de plusieurs structures syndicales pour une coordination des entreprises en lutte autour de Lip. Cette coordination a été appelée par plusieurs syndicats ou sections syndicales CFDT (et aussi CGT). Notre syndicat compte tenu des difficultés qu'il a éprouvées lors des derniers mois pour élargir son action, a approuvé cette initiative et y a donc participé. Nous dénonçons d'autre part l'interprétation faite lors de ce Bureau National, que cette coordination serait manipulée (?) par certains militants non mandatés par leur syndicat.

Pour notre part, nous pensons que ce genre d'initiative est positive, car elle permet aux travailleurs de différentes

entreprises en lutte, d'échanger leurs expériences et de briser l'isolement dans lequel le pouvoir et le patronat les enferment.

Face à cette situation, il est urgent de lancer le débat dans l'ensemble de l'organisation afin que la prise en charge de la coordination des luttes soit la préoccupation principale de toute la CFDT.

Veuillez agréer, chers camarades, nos salutations syndicalistes.

Syndicat CFDT du Personnel de l'Assistance Publique à Paris, 57, bd de Sébastopol 75001 - Paris

Le conseil synaical A.P. Unanimité - 1 abstention

INFORMATIONS GÉNÉRALES

A CREYS-MALVILLE

LES CRS INCENDIENT LES CHAMPS ET CHARGENT A COUPS DE CROSSE

Etant donné l'énorme quadrillage policier mis en place la semaine dernière autour de Malville, un rassemblement avait été décidé à 15 km de là, à Bouvesse pour samedi 10 juillet.

La journée du samedi a été décisive pour l'évolution de la lutte, montrant le ralliement de la population ouvrière et paysanne à la lutte contre le Super-Phénix. Ce ralliement est le fruit d'une intense travail des comités locaux auprès de la population. Celle-ci a désormais une claire conscience du danger. Le danger direct d'explosion et de pollution, évidemment, mais aussi le danger de devenir une «région maudite». «Les gens achèteront-ils en toute confiance les produits d'un pays nucléaire», disent les paysans. Déjà, la situation de l'emploi dans l'industrie est dramatique : par exemple, les cimenteries Vicat, à Bouvesse, n'embauchent plus depuis 12 ans. Quant à l'espoir qu'avaient certains jeunes de trouver du travail à la centrale, il est retombé...

LES CRS PERCENT UNE CITERNE AU CHALUMEAU

La répression ne fait que renforcer la population dans son hostilité à la centrale. Ainsi, lors des affrontements de jeudi, les flics ont provoqué des incendies dans les chaumes, et c'est au coude à coude que paysans et manifestants les ont éteints. Les pompiers volontaires se sont joints à eux et ont distribué de l'eau pour les rafraîchir. Les flics sont allés jusqu'à saisir ou détruire du matériel agricole. Par exemple, ils ont percé au chalumeau la citerne d'un paysan, (elle est exposée maintenant à Serrière). La gendarmerie a refusé d'enregistrer la plainte. De plus, un blocus de la région a été organisé, quand les gens vont au travail, ils se heurtent à de multiples barrages, ils sont fouillés, menacés, parfois refoulés. Les communications téléphoniques sont «perturbées».

Samedi, lors du rassemblement sur le stade de Bouvesse, il était décidé d'aller «libérer la commune de Mépieu». En tête du cortège, le maire de Mépieu et une quarantaine de tracteurs couverts de banderoles. A mesure que le cortège s'avancait, les flics s'évaporaient dans la nature... Une fois à Mépieu, le maire s'est félicité «du calme et de la bonne tenue des manifestants». Mais que valait le soutien d'une municipalité qui, dix jours avant, avait interdit le camping sur la commune ? Ne valait-il pas mieux se diriger sur Malville ?

L'INTERVENTION DES CRS

Dans la mesure où le camping avait été «libéré» en même temps que Mépieu, il est décidé de s'y réinstaller. Vers 21 h 30, un nombre important de CRS et de gardes mobiles prennent position pour faire évacuer. On a pu alors juger de la véritable

position du maire de Mépieu : il demande à tout le monde de décamper, pour respecter la légalité et s'est lui-même défilé rapidement...

Les manifestants non-violents attendent les coups... Les flics alors balancent toutes sortes de grenades, lacrymogènes, incendiaires, offensives, provoquant des incendies et semant la panique. Puis, ils chargent violemment, pour «nettoyer».

tient vraiment au test de son surrégénérateur pour réprimer à ce point, pour mettre en coupe réglée toute une région. Mais, à chaque fois qu'elle accentue sa hargne, de nouvelles forces se dressent contre elle et nombre d'illusions sont ébranlées. Ainsi, de jeunes paysans ont rejoint la mêlée à toutes jambes, d'autres arrivaient avec leurs tracteurs ; malheureusement, les embouteillages les ont arrêtés.

Le maire PCF de Bouvesse, confiant en une «information contradictoire, fournie par des scientifiques dont l'indépendance ne peut être mise en doute». Au fait, pourquoi ne se réjouit-il pas du super-Phénix ? C'est pourtant une «filrière française» !

Le fait que beaucoup de jeunes, venus d'autres régions se dispersent dans la population pour échapper à la répression, et qu'ils aident



Bilan : des arrestations et de nombreux blessés. Une crosse se brise en cassant un bras, une fille est atteinte à la colonne vertébrale. Un flic, surnommé «la tronche», repère un manifestant arrêté, le prend à part et lui fend d'un coup de tête l'arcade sourcillière.

La bourgeoisie décidément s'affole. Il faut croire qu'elle

Quant aux illusions sur le rôle «déterminant» des élus locaux, elles en ont pris un coup, ainsi que celles sur la «stratégie non-violente». Depuis samedi, une chose est claire : la lutte doit passer à un stade supérieur.

Et ce stade supérieur n'a pas grand chose à voir avec le «référendum nucléaire» dont il était question lors des négociations, et que soutient

les paysans dans leur travail, ne peut que favoriser le débat politique, la mise sur pied de nouvelles formes de lutte. Cet été à Malville, un nouveau front de lutte se crée. Il aboutira si, comme nous le disait un ouvrier de Vicat, «l'unité entre ouvriers, y compris ceux du chantier de la centrale, et paysans, se construit».

Bureau de Presse de Lyon

● LA SÉCHERESSE ET L'OBSCURANTISME : Après les prières pour que l'eau tombe du ciel, voilà que l'évêque de Verdun, Mgr Boillon écrit dans son bulletin diocésain : «La manière la plus efficace d'obtenir la fin de la sécheresse, ce n'est pas de multiplier les prières pour la pluie, mais de retrouver à l'égard du bon dieu une attitude filiale». Le concours est ouvert pour une nouvelle solution...

● TRANSAT : L'ENVERS DU CIRQUE TABARLY : Maintenant que Tabarly est arrivé à Newport, qu'il a prêté ses traits pour mille publicités, qu'il s'est transformé en homme-sandwich de l'UAP (assurances), on ne parle plus de la Transat. Il reste pourtant encore en course une vingtaine de concurrents dont on est sans nouvelle. L'un d'entre eux est en détresse à mille kilomètres de l'Irlande. Mais ses S.O.S. n'intéressent pas la grande presse ou la télé. Dans la jungle du sport capitaliste c'est «malheur aux vaincus» !

● DEUX JOURS DE PRISON POUR DES PV DE STATIONNEMENT : Un photographe d'Orange, qui avait eu quatorze PV de stationnement, et qui refusait de les payer, s'est vu offrir le choix, par le tribunal, entre les régler ou faire deux jours de prison. Refusant toujours de les payer, il a déclaré : «J'irai en prison».

POLITIQUE

CACCIARI CONDAMNÉ A 10 ANS DE PRISON

LE PEUPLE CORSE RÉPONDRA PAR LA LUTTE !

Suite de la une

Voici ce qu'en disait Max Siméoni, encore sous le choc du terrible verdict : «Pour Aléria, la Cour de Sûreté de l'Etat a reculé en raison du rapport de force politique qui avait été construit. Pour Bastia, dans la mesure où ça a été du spontanéisme, l'action a été moins bien assumée par les Corses, au début. C'est petit à petit que la compréhension politique du lien entre les deux est venue. La justice politique est un rapport de force, qui a reculé à Montredon, à Aléria, mais moins. Aujourd'hui, il y a un homme seul, il paye. Cela va frapper de plein fouet la sensibilité corse. Au niveau de la jeunesse, il y aura une contre-agressivité. Quand à une injustice permanente, s'ajoute une injustice «judiciaire», répressive, on est au bord de

la révolte. Nous ne laisserons pas tomber nos jeunes aujourd'hui».



CALCUL POLITIQUE ET AVEU DE FAIBLESSE POLITIQUE

Déjà, la répression en Corse, le débarquement continu de CRS et de gendarmes, la mise sur pied d'organisations terroristes barbouzes (Justice et Liberté...) prouvaient la faiblesse de la bourgeoisie devant la montée de la lutte, devant la radicalisation croissante des travailleurs corses. Avec le procès d'Aléria, la

bourgeoisie a tenté une tactique complémentaire : offrir une tribune au mouvement autonomiste, lui reconnaître en quelque sorte un statut possible d'interlocuteur politique, à condition que ce mouvement parvienne à contrôler la colère populaire. Le verdict, bien que durement ressenti en Corse prétendait aller en ce sens. La condamnation de Cacciari en est la suite en quelque sorte. En faisant de Cacciari le «bouc émissaire», la bourgeoisie voudrait briser toute possibilité de lutte et mettre en garde les dirigeants autonomistes : «Jouez le jeu, sinon...».

La mission Libert Bou avait le même objectif, elle a été un échec, et les promesses non tenues qu'elle portait n'ont fait qu'approfondir la lutte. Le verdict contre Cacciari aura le même effet.

Eric BREHAT

APRÈS LA LUTTE DES UNIVERSITÉS DES ÉTUDIANTS TRADUITS EN JUSTICE

La bourgeoisie veut aujourd'hui faire payer aux étudiants leur longue lutte contre l'université des mois derniers.

Le tribunal de Montpellier a condamné jeudi deux étudiants, Jean-Luc Clavier et Michel Mira, l'un à trois mois

ferme, l'autre à quatre mois ferme. Rappelons que deux autres étudiants de Montpellier, Raffanel et Laforgue ont déjà fait appel d'une condamnation et seront rejugés demain.

A Toulouse des inculpations

ont été prononcées. Le 12 mai dernier, la police perquisitionnait dans les bureaux de presse de la ville pour saisir des clichés de manifestants. Poniatowski, à l'Assemblée Nationale les justifiait en parlant de «recherche de criminels et de délinquants». Aujourd'hui, ce sont vingt-cinq étudiants qui comparaitront devant le tribunal à Nantes.

Les faits remontent au 10 mai : en riposte à la fermeture de la Fac et à l'occupation policière, une manifestation est organisée par le comité de grève étudiant, le SGEN et le SNES-SUP. Le théâtre Graslin est occupé symboliquement et rebaptisé «nouvelle fac de droit-sciences éco». Les flics, en chargeant une demi-heure après, feront quatre vingt sept interpellations.

A Nantes, le 12, vingt cinq inculpés en vertu de la loi anti-casseurs seront jugés pour avoir prétendument provoqué un incendie au théâtre, action qui avait été dénoncée par les étudiants comme provocation. Mobilisons-nous pour faire échec à cette nouvelle répression !

LES VISITES DE GISCARD

Le président de la République de Gambie, petite république africaine, a rencontré Giscard et le chef des néo-colonies, Lipkowsky. Il était suivi du président de la République des Seychelles, îles de l'Océan Indien... Ce dernier doit signer des accords de coopération. La France doit devenir la deuxième langue officielle du pays. Ainsi, le gouvernement français essaie d'étendre sa politique néo-coloniale jusque dans les territoires du Commonwealth, anciennes colonies anglaises.

UN APPELÉ DU 25^e RA ACCUSE

Un appelé du 25^e RA de Thionville témoigne à propos de l'accident qui a coûté la vie à deux appelés en juin dernier. Les deux appelés ne sont pas morts «sur la piste du risque, mais sous leur jeep qui s'est retournée dans un virage». Pourtant, «il n'y a aucune trace de freinage sur la chaussée. Pourtant, il y a deux semaines, cette jeep avait déjà fait des tonneaux. Après avoir été «réparée», elle fut remise en circulation. De tout cela, la hiérarchie ne souffle mot...»

INTERNATIONAL

A QUOI SERVIRA LA RÉUNION DE LA LIGUE ARABE ?

A la demande de Yasser Arafat, la Ligue Arabe se réunit aujourd'hui pour étudier la situation au Liban due à l'invasion syrienne et pour tenter de prendre des mesures concrètes contre les troupes syriennes au Liban.

Quelques jours après l'invasion syrienne au mois de juin, l'OLP avait demandé la réunion urgente de la Ligue Arabe. Celle-ci s'est réunie. Au cours de cette première réunion, la Syrie avait calmé l'OLP et son dirigeant, Yasser Arafat. Mais les États arabes ont adopté à l'unanimité, à part, bien sûr, le régime syrien, une résolution condamnant l'intervention des troupes syriennes au Liban. Ils ont demandé le retrait immédiat de ces troupes et l'envoi d'une force symbolique arabe, composée de troupes des pays arabes. Pour ne pas exaspérer plus le régime syrien, il a été décidé que des troupes syriennes en

feraient partie. Cette force symbolique arabe devait empêcher les attaques syriennes, prendre place là où les Syriens se retirent pour se retirer ensuite.

Une semaine après ces décisions, la force symbolique arabe arrive au Liban, composée de troupes libyennes et soudanaises. Elles se fixent à l'aéroport de Beyrouth, avec comme seules armes des pistolets. Pendant tout le déroulement des massacres syriens et phalangistes, cette force symbolique arabe paraît inexistante. Elle n'a aucun moyen de lutter contre les envahisseurs syriens.

Aujourd'hui, l'OLP demandera à la Ligue Arabe de prendre des mesures moins symboliques ou plus efficaces. Mais la question qui se pose, c'est de savoir si les régimes arabes sont réellement prêts à s'opposer au régime syrien. On a assisté au

revirement des Libyens qui adoptent maintenant le plan proposé par les Syriens. Les autres régimes arabes, après leurs quelques déclarations qui ne sont que des surenchères, se sont tus. Des contradictions existent entre les régimes arabes, ces contradictions correspondent à différents plans de règlement proposés dans la région.

Mais au cours de cette réunion de la Ligue Arabe, qu'est-ce qui sera déterminant ? L'unité des régimes arabes autour du régime syrien pour l'écrasement de la Révolution Palestinienne, qu'ils redoutent ? Ou leurs contradictions qui les amèneront à prendre quelques mesures concrètes contre le régime syrien, qu'il est nécessaire d'isoler ?

Massacre à Tall Zaatar LES DÉFENSEURS RÉSISTENT HÉROIQUEMENT

Aujourd'hui, c'est le vingtième jour de résistance des habitants de Tall Zaatar face aux fascistes libanais et aux forces syriennes.

Hier, toute la journée, les obus ont plu sur Tall Zaatar : obus syriens, obus phalangistes venus des armes flambant neuves qui ont été livrés récemment aux Phalanges. Hier en fin de soirée, certaines informations affirmaient que Tall Zaatar était tombé. Le massacre commencé par les troupes syriennes et les Phalanges se poursuit, des milliers de personnes ont été assassinées dans les derniers jours.

Il y a vingt jours, la plus grande offensive meurtrière des fascistes libanais avait été lancée contre les trois camps Tall Zaatar, Jisr Al Bacha et Nabaa. Face à la résistance acharnée des habitants des camps, les fascistes libanais ont subi de lourdes pertes. Pour les sauver, le régime syrien, qui avait déjà envoyé ses troupes au Liban, intervient directement dans les combats de génocide contre la population palestinienne et libanaise des camps. En vingt jours, il y

eu plus de 3 000 morts et plus de 1 000 blessés. Les blessés du camp de Tall Zaatar n'arrivent plus à être évacués par la Croix-Rouge Internationale car les troupes d'invasion syrienne les empêchent. En même temps qu'ils empêchent le déplacement des médecins, des camions qui transportent des médicaments urgents, ils bombardent sauvagement aux côtés des fascistes libanais des camps où vivent plus de 60 000 personnes. Ces crimes, c'est le régime syrien

et les fascistes libanais qui en sont les seuls responsables !

Depuis cinq jours, Saïda est bombardée sans arrêt. Le port de la ville ne peut plus recevoir les médicaments et la nourriture qui arrivent de l'extérieur. Au nord du Liban, les Phalanges, équipées de nouvelles armes syriennes et européennes ont lancé une offensive vers la ville de Chekka, où se trouvent les forces patriotiques depuis une semaine. Actuellement, de durs combats se déroulent à Chekka même. Les forces d'invasion syriennes forment la base arrière de l'attaque phalangiste. Partout au Liban, dans toutes les batailles, les forces syriennes sont présentes. Il est clair que le régime syrien cherche le massacre des peuples palestinien et libanais !

Yomna El Khalil

LE DÉBAT SUR ENTEBBÉ CONTINUE : LA FRANCE SOUTIENT LE RAID SIONISTE

A la demande de l'OUA s'est ouverte vendredi soir une séance spéciale du Conseil de Sécurité de l'ONU. Les débats qui vont reprendre aujourd'hui dureront encore plusieurs jours puisque quarante deux pays ont déposé une demande d'intervention devant le conseil. La plainte de l'OUA, soutenue par les pays du Tiers Monde vise à condamner l'agression sioniste commise envers l'Ouganda lors de l'opération d'Entebbe. On a pu voir le délégué d'Israël justifier l'attitude sioniste en déclarant que le «devoir d'un Etat de protéger ses ressortissants

prend la préséance sur le respect de la souveraineté d'un autre...» L'intervention du représentant français était la seule émanant d'un pays occidental. Pour lui, «la prise d'otages innocents constitue une violation inadmissible de la morale internationale» et «il faut que la communauté internationale adopte des mesures efficaces». Pas un mot pour juger le raid sioniste. Les États-Unis vont s'opposer à la plainte déposée par l'OUA, ce n'est pas Giscard qui les contraindra. Voilà la conclusion du «rôle actif» qu'a joué la France dans cette affaire !

Déclaration d'Hassan Gouled président de la LPAI

«Les bagarres qui viennent de se produire n'ont rien à voir avec un prétendu tribalisme. C'est une provocation du gouvernement local, d'Ali Aref. En effet, parmi les Afars qui sont avec nous, il y a eu plusieurs morts et blessés.

Ali Aref est en minorité dans le territoire : il a dit plusieurs fois qu'il démissionnerait, et il ne démissionne pas du tout. Il n'ose pas convoquer l'Assemblée car il serait minoritaire. C'est parce qu'il est dans de telles difficultés qu'il recourt à ces provocations. En faisant cela, il veut rechercher la faveur de l'opinion internationale, montrer que «Djibouti est divisé», donc qu'il ne faudrait rien changer. Il veut enrayer le processus normal de l'indépendance, prévu par les accords signés à Paris».

QUE S'EST-IL PASSÉ ?

La presse présente les incidents de Djibouti comme des affrontements tribaux, ce qui accredit l'idée d'un antagonisme entre Afars et Issas.

D'après les informations que nous a fournies la LPAI, il n'en est rien. Ali Aref revenant du sommet de l'OUA à l'île Maurice, a organisé plusieurs réunions dans le quartier Ahriba (où habitent des Afars) et le quartier n° 2. Dans ces réunions, Aref a lancé un appel à ses partisans contre la LPAI et l'opposition parlementaire. Une de ces réunions finissait jeudi soir, et c'est vendredi à trois heures du matin, que les

agressions ont commencé : un individu du parti d'Aref a poignardé deux sympathisants de la LPAI (ils ont été hospitalisés le vendredi matin).

Le vendredi soir, des agents d'Aref se regroupaient dans leur local du Quartier n° 2 pour attaquer le local de la LPAI. Vers quatre heures du matin, les militants de la LPAI ont dû défendre leur local contre une agression et ils ont repoussé les assaillants parmi lesquels se trouvait le frère d'Ali Aref. Il y aurait en tout quinze morts et soixante cinq blessés.

BOLIVIE : LA GREVE DES MINEURS CONTINUE



Déclenchée le 9 juin dernier, la grève des mineurs boliviens, notamment dans les bassins de Siglo XX et Catavi, se poursuit. Les mineurs demandent des conditions de vie décentes : un mineur de fond ne peut guère espérer vivre au-delà de trente cinq ans aujourd'hui. Le gouvernement fasciste de Banzer s'efforce de briser la lutte par de multiples moyens.

L'état de siège a été installé et l'armée a investi le

bassin. 450 mineurs ont été arrêtés depuis le début de la lutte et vingt cinq syndicalistes ont été expulsés au Chili, où ils ont été emprisonnés dans l'île de Dawson de sinistre réputation. Entre les licenciements, les tentatives d'affamer les mineurs - les coopératives d'alimentation sont fermées - les arrestations des membres de leur famille, le gouvernement organise la censure totale et diffuse des fausses nouvelles sur la fin de la grève.

en bref... en bref...

• **TENTATIVE DE RÉBELLION DANS L'ARMÉE AU PÉROU** : La situation se dégrade de plus en plus au Pérou. Vendredi dernier, une tentative de rébellion dirigée par le général Carlos Bobbio a été matée par le gouvernement militaire péruvien. Ces événements représentent une tentative de coup de force de

la part des éléments les plus réactionnaires de l'armée. L'impérialisme US semble préparer au Pérou, l'installation d'un régime gorille comme il vient de le faire en Argentine, comme au Chili ! La junte actuellement au pouvoir, qui s'évertue à réprimer le mouvement de masse est en mauvaise posture.

AFRIQUE DU SUD :

LES RACISTES RECULENT

Après les puissantes manifestations de Soweto et de toutes les villes d'Afrique du Sud, les racistes ont décidé de mettre de l'électricité dans chaque maison du quartier infâme de Soweto. Ce n'est pas l'électricité que veut le peuple d'Azanie, mais la liberté. Ce n'est pas un ghetto amélioré, mais la disparition du ghetto.

Les réformes de Vorster sont pires que la situation qu'il prétend améliorer : elles traitent les Africains comme des bêtes, elles font éclater au grand jour le mépris, la peur des

racistes blancs pour le peuple africain.

Cette réforme de l'électrification vient s'ajouter au retrait de l'obligation d'utiliser l'afrikaan, langue des racistes : les soulèvements ont profondément ébranlé le système raciste, elles ont montré qu'il était possible de le faire reculer. Mais les décisions prises montrent en même temps qu'il est impossible de réformer l'apartheid, qu'il n'y a qu'une possibilité pour que les Africains vivent libres dans leur pays : la destruction du régime raciste blanc.

G.C.

INTERNATIONAL

Espagne

LA FIN DE LA GRÈVE DES POSTES ET LE GOUVERNEMENT SUAREZ

La grève des postes qui avait paralysé pendant plusieurs jours l'acheminement du courrier vient de se terminer. Alors qu'il semble que les principales revendications aient été satisfaites - augmentation des salaires, assurance de non-représailles, reconnaissance des délégués élus par le personnel - la commission nationale des grévistes des postes vient d'appeler à la reprise du travail.

Si l'administration avait accepté de négocier, les tentatives d'intimidation n'avaient pas manqué et l'armée avait failli être envoyée pour briser le mouvement.

JUAN CARLOS APPELLE À L'OUVERTURE

Le roi Juan Carlos a invité les ministres de Suarez à «étudier en profondeur les aspirations du peuple espagnol» et à «faire en sorte que

la participation de tous dans la détermination de notre avenir politique soit possible». Cela veut-il dire que l'ouverture annoncée irait jusqu'au parti de Carillo ? Ce ton témoigne de l'impasse politique où se trouve aujourd'hui l'oligarchie espagnole. Car ce qu'elle craint comme la peste, c'est le mouvement de masse. La semaine dernière, des manifestations se sont déroulées dans toute l'Espagne pour l'amnistie, les libertés politiques et syndicales : deux cent mille personnes à Bilbao, fait sans précédent. On a appris hier qu'une femme a été assassinée pendant cette manifestation.

Plusieurs personnes ont reconnu dans ses meurtriers des éléments de la Garde civile sans uniforme. «L'ouverture» du nouveau gouvernement s'accompagne comme pour l'ancien du maintien de la terreur fasciste. Mais vu l'ampleur du mouvement de masse, centré autour de l'amnistie et des libertés et qui se développe contre les effets de la crise économique, nul doute qu'il pèsera très lourdement sur le type «d'ouverture» qu'entend pratiquer Juan Carlos dans les mois à venir.

Christophe LAGRANGE

Vie sauve pour Marie et Marie Noëlle condamnées à mort par les tribunaux d'exception d'Irlande du Sud !

Les tribunaux spéciaux d'Irlande du Sud viennent de condamner à mort deux jeunes anarchistes de 25 et 27 ans, Marie et Noëlle-Marie, accusées d'avoir tué un policier pendant une poursuite consécutive à une attaque de banque. Ces tribunaux spéciaux siègent sans jurés et sans intervention de témoins. L'exécution a été initialement fixée à la date du 9 juillet.

Dans l'impossibilité de faire appel contre le verdict, Marie et Noëlle-Marie ont seulement eu le droit de faire appel devant la cour suprême contre la procédure.

La décision finale sera rendue publique le 27 juillet. En cas de rejet de l'appel, la sentence pourrait être exécutée aussitôt.

Nous faisons appel à l'opinion internationale pour qu'elle se mobilise et sauve Marie et Noëlle-Marie.

Comité Irlande et Comité Irlande Nouvelle

FESTIVAL CULTUREL MALGACHE : UN PEU DE LA VIE D'UN PEUPLE A PARIS

Samedi, un peu de la vie et de la lutte du peuple malgache s'est révélé devant nos yeux, grâce aux danses, aux chants populaires qui nourrissent la séance de clôture d'un festival d'une semaine organisé par l'Association des Etudiants d'Origine Malgache (A.E.O.M). Soirée et festival riches, où la culture apparaissait comme un instrument de lutte du peuple malgache, lutte contre l'oppression coloniale, lutte contre les féodaux.

Ainsi, du Nord au Sud de l'île, de l'Est à l'Ouest, au travers des tribus et des nationalités, qui étaient largement représentées à travers ces manifestations culturelles, Madagascar, le peuple malgache apparaît comme unis : les chants, les poèmes se répondent car toute l'île a lutté unie contre le colonialisme et aujourd'hui toutes les nationalités de l'île veulent édifier un pays réellement indépendant.

G. C.

AUJOURD'HUI LA CONVENTION DÉMOCRATE A NEW YORK

Aujourd'hui, on assiste à un des hauts moments du cirque américain baptisé «démocratie» : venus de tous les coins des USA, les délégués du parti démocrate vont venir désigner Carter au poste de candidat à la présidence, après que l'appareil du parti et tous les candidats - sauf Brown, ce qui est normal puisqu'il prépare les élections de 1980 - se soient ralliés à son sourire.

La seule question de cette convention démocrate est qui sera choisi comme vice-président avec Carter ? Mais là la convention ne décide

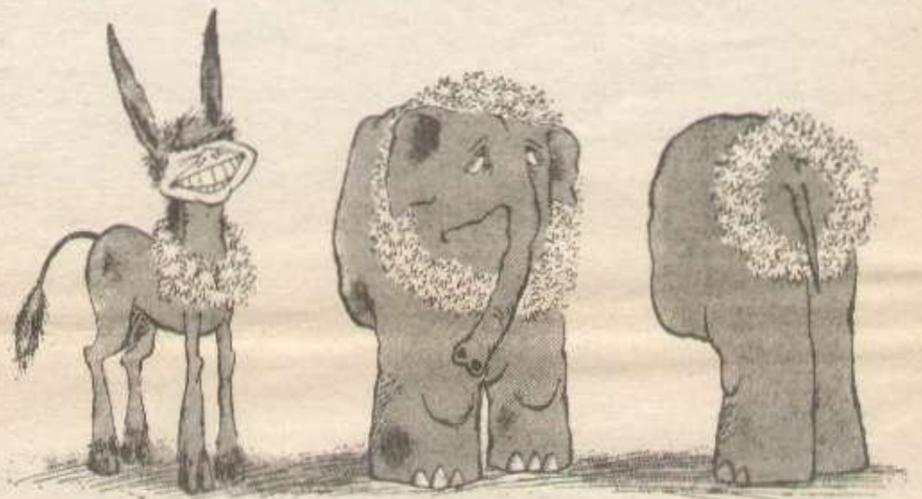
rien du tout : ce sont les tractations entre les différentes fractions du parti, les pressions des différents «lobbies» influents aussi bien dans le parti démocrate que dans le parti républicain qui en décideront.

Concernant la politique que Carter mettra en œuvre, son programme intérieur est axé sur une proposition de loi portant sur le plein emploi pour tous, une intervention démagogique dans la tradition démocrate. En politique extérieure, il se trouve, aux yeux de Moscou, à égalité avec Ford, comme «partisan

de trouver des solutions raisonnables par la négociation». La convention républicaine se tiendra, elle, au mois d'août. Ford semble devoir l'emporter.

En tout cas, une qui est bien partie dans cette bataille électorale, c'est Amy, la fille de Carter ; à 8 ans, elle a installé d'abord un débit de limonade à 10 cents dans les réunions où sévissait son père. Ayant fait fortune avec les succès de son père, maintenant elle vend des sandwiches. C'est cela le caractère populaire de Carter.

UN PEU DE LA VIE D'UN PEUPLE MALGACHE



'The Winner's Circle.' De gauche à droite : Carter, Ford et Reagan. L'âne représente le symbole du Parti Démocrate et l'éléphant, le Parti Républicain.

Le Niger face à la main-mise étrangère - 4

UN REGIME NEO-COLONIAL

L'OPPOSITION À LA POLITIQUE DE KOUNTCHÉ

Les masses nigériennes ne peuvent en aucun cas être satisfaites de cette politique. Si elles ont bénéficié en 1974 d'un certain redressement momentané de la situation face à la famine, elles savent que sur le fond rien n'a changé. La cause de la misère des masses paysannes est l'emprise du capitalisme étranger sur les campagnes. A la faveur de la famine et de la politique Kountché de soumission à l'impérialisme, la domination n'a fait que s'accroître. A nouveau les masses paysannes connaissent la famine et l'exode. Toutefois leurs résistances, leurs révoltes, leurs luttes n'ont à l'heure actuelle pas d'expression politique organisée qui leur soit propre et cette opposition reste locale et mal connue.

Mais Kountché doit faire face à une autre opposition, celle des petits bourgeois que sa politique de redressement après le coup d'Etat a gênés, lésés

ou irrités (commerçants, notables, membres du PPN-RDA, fonctionnaires). Certaines méthodes de direction personnelles, au sein du CMS ont pu lui aliéner des militaires. Ainsi une opposition assez hétérogène a grandi et les prisons vidées après le 15 avril 1974 de leurs détenus politiques se sont remplies progressivement à partir d'août 1975. Le coup d'Etat qui a été fomenté à la mi-mars 1976 semble être dû à un amalgame de mécontents à l'intérieur du pays. Il avait été sérieusement préparé et aurait pu aboutir. Mais il ne s'agissait que d'une révolution de palais, d'une lutte de rivalités entre fermes défenseurs et alliés de l'impérialisme. Cela ne concernait en rien les masses nigériennes.

LE NIGER ET LA RÉVISION DES ACCORDS DE COOPÉRATION

Kountché est sorti renforcé au sein du CMS de ce coup d'Etat manqué qu'il a su déjouer à temps.

Il a prononcé 9 condamnations à mort et l'opposition dans les rangs de la petite bourgeoisie semble écrasée pour le moment. Quant aux Sawabistes qui souhaitent que le Niger prenne certaines distances à l'égard de l'impérialisme français, une grande partie d'entre eux est retournée en prison. Djibo Bakary, président du parti sawaba a été arrêté le 2 août 1975, le 21 octobre, arrestation de 60 cadres et militants sawabistes.

Enfin depuis le début de l'année 76, les masses populaires sont à nouveau touchées par la famine et connaissent une aggravation dramatique de leurs conditions de vie. L'aide internationale ne résoudra pas le fond du problème.

Alors que la révision des accords de coopération avec la France n'a toujours pas eu lieu, Kountché osera-t-il réclamer, comme l'avait tenté Diouri, une augmentation du prix de l'uranium et une négociation passant par dessus le CEA ? Il a pour cela certains atouts. La famine ne peut qu'amplifier le mécontentement des

masses et la France n'a pas intérêt à voir s'aggraver la situation au Niger. Elle pourrait céder sur quelques aménagements pour conserver l'essentiel. Kountché peut faire valoir que son gouvernement n'est venu que difficilement à bout d'une opposition qui le menaçait et qu'il a besoin d'un soutien de la France pour défendre les intérêts de celle-ci. Ainsi, si la France ne les repousse pas encore aux calendes, les prochains accords de coopération auront les enjeux suivants : - savoir si la France accepte de discuter la question de l'uranium - si oui, si elle consent à augmenter les prix de l'uranium - si elle est prête à diminuer les pouvoirs du CEA.

Etant donné que Kountché a prouvé depuis deux ans qu'il était un fidèle serviteur de la France, en aucun cas on ne peut attendre de cette discussion qu'elle remette en cause la domination impérialiste française sur le Niger.

Annette JANDFT

DANS NOTRE COURRIER



IL Y A QUARANTE ANS

LE FRONT POPULAIRE

Témoignage d'un ouvrier de Saint Fons

En 1936, j'avais 15 ans et j'étais chômeur. J'avais commencé à travailler en octobre 35 dans une poudrière. J'ai travaillé 7 mois puis je me suis retrouvé au chômage jusqu'en 1939. A l'époque je gagnais 24 sous de l'heure. Une limonade au café coûtait 40 sous. De toute façon, on n'en buvait pas, car on donnait tout à la mère. Elle était seule pour élever sept gosses. Jusqu'en 1939 j'ai été chômeur. Quand je trouvais un peu de travail, je faisais paysan ou chômeur. En 1939, je suis rentré chez Berliet.

En 35-36 on se battait beaucoup contre les cagou-lards du Parti social où se retrouvaient les fils des gros paysans du coin. En 34 il y

avait tué un militant communiste LANET à Vienne.

En 35 je n'avais pas entendu parlé des textes de Dimitrov et de la troisième Internationale. Moi, je suivais surtout André Marty. Je m'étais enthousiasmé pour lui, ses actions en Mer Noire et tout ça...

Pendant les grèves de 36, je portais leur musette à mes frères qui occupaient St Gobain, la Sjécia. Les musettes n'étaient pas bien lourdes, deux pommes de terre à l'eau et un fromage blanc car on élevait des chèvres. Je me rappelle, on était gosse et enthousiasmé par les ouvriers sur les murs des usines. On courait avec nos musettes à travers les terrains vagues et

les bois car les flics nous donnaient la chasse. On était plusieurs gamins à faire ce travail. Dès que le terrain le permettait, on quittait nos galoches pour ne pas les user. C'était des bourgeoises de Pégisin qui nous les avait donné.

Quand il y avait du boulot, je travaillais chez les paysans 17 à 18 H par jour, pour 5 F par jour. Pour certains, ce qu'ils ont obtenu grâce aux grèves constituait une grande victoire. Pour moi, c'était différent, car j'étais chômeur alors les congés payés ou les 40 H quand je faisais 17-18 H chez les paysans, ça ne me disait pas grand'chose. Tous ces paysans étaient au parti socialiste. A Feyzin, sur 100 paysans il y en avait deux de bons.

Espagne : il y a eu trois engagés dans le coin. Moi, il ne m'ont pas pris car j'étais trop jeune. C'est ce qui m'intéressait le plus dans le canard, «la voix du peuple». Je suivais jour après jour les batailles de la Guerre d'Espagne, Guadalajara Peruel, l'Ebre, etc...

En fait, c'était une drôle d'ambiance. Moi j'étais très impressionné par l'URSS et toutes les grandes réalisations. En fait pour moi, à l'époque on croyait tenir le bon bout. On voyait le communisme.

Recueilli par JPP
du Bureau Régional
de presse de Lyon

Nous avons reçu d'Anzin cette lettre :
«J'ai trouvé, il y a un mois chez mon grand-père, le texte d'une chanson de 1936 écrite lors de la marche de la faim, à laquelle il a participé. Elle se chante sur l'air du «Salut au 17».

**Les ouvriers chassés des usines
Maintenant se chiffrent par millions
Sont la proie du froid, de la famine
Pour eux, ce n'est que privations.
Enfin lassés d'être victimes
Pour assurer le pain des leurs
Sont dressés contre le régime
Qui ne profite qu'à tous les exploiters.**

Depuis plus de trois ans la misère
S'est installée dans les foyers
Sans travail ni ressources ni salaires
C'est la rente pour nous les ouvriers
En vain, nous cherchons de l'ouvrage
Pendant des mois et des années
Luttons-nous victimes du chômage
Pour exiger le droit d'exister

De partout, des villes et des campagnes
Sont en route les marcheurs de la faim
Et pendant ce temps-là, le champagne
Coule à flot chez tous les rupins
On ose insulter la misère
Qui nous étirent nous les chômeurs
Ouvriers, paysans, soyons frères
Et ripostons à tous ces affameurs

Contre les radiations, les brimades
Pour supprimer le travail forcé
Tous unis en avant camarades
La bourgeoisie devra reculer
Exigeons que toutes promesses
De nos élus les députés
Soient mises à jour et qu'apparaisse
Notre assurance chômage tant réclamée

De l'argent on en trouve pour la guerre
Des milliards pour les œuvres de mort
Mais pour nous autres, il n'y en a guère
Pourtant, nous voulons vivre d'abord
Le fascisme gagnant le monde
Menace aussi notre pays
Mais partout, la voix des gueux gronde
Qui n'ont plus foi en ceux qui ont trahi

REFRAIN
Du travail et du pain
Voilà notre cri de souffrance
Les marcheurs de la faim
Sur Paris résolu s'avancent
Du travail et du pain
Clamons partout notre colère
Des milliers de familles ont faim
Et des enfants pleurent de misère.

Assistance Publique

LES DRÔLES DE VACANCES

Vacances ou pas, le travail continue dans les hôpitaux. Été comme hiver, de jour comme de nuit. Et pourtant, les hospitaliers, comme tous les autres travailleurs, ils ne les ont pas volés leurs vacances. Mais il faut dire que celles-ci leurs sont accordées avec parcimonie pour les mois d'été. C'est une occasion pour l'administration de «récompenser» les «bons éléments» et de réprimer les «mauvais éléments» qui, eux, auront droit au mois d'octobre ou de novembre ! Cependant, ces sanctions déguisées ne font que renforcer la détermination des agents face à ces divisions supplémentaires. Ainsi, les hôpitaux marchent coûte que coûte. Oui, mais dans quelles conditions ? A quel prix ?

LE RÉGIME D'ÉTÉ : RÉGIME SEC

Ce sont tout d'abord des mesures administratives contre le personnel : muta-

tions de services du jour au lendemain..., déplacements arbitraires des repos hebdomadaires, suppressions des repos supplémentaires (ceux que les agents n'ont pas pris les jours fériés). On voit même dans certains établissements, le chef du personnel interdire aux travailleurs de se faire vacciner car il ne veut pas leur accorder «les congés piqûres» pourtant tout à fait réglementaires, exposant ainsi les Agents Hospitaliers à tous les risques de contagion.

Mais tout cela ne suffit pas à l'administration, ils font encore fermer des lits, voire des services entiers. Ce n'est plus une réorganisation des tâches mais une véritable désorganisation qu'elle instaure.

Dans ces conditions, les hospitaliers vont assurer double travail : non seulement le leur habituel, mais encore celui des absents et plus

particulièrement, celui des infirmières, c'est dire qu'ils vont prodiguer de nombreux soins médicaux. A eux de s'arranger entre le charriot de la cuisine, celui du linge sale et la table des soins ! Bref, c'est la grande débrouille.

LA «GRANDE DEBROUILLE»

Recherchant des palliatifs, l'administration va faire feu de tout bois : intérimaires, embauches d'été, élèves-stagiaires.

En ce qui concerne l'intérim, il n'est en aucune façon une solution pour l'hôpital. Pourquoi ? Il empêche l'accroissement de toute embauche stable, permet à l'administration de se sentir déchargée de toute responsabilité et d'avoir rempli son rôle.

En cette année de crise, la Direction Générale de l'Assistance Publique a décidé de

limiter l'embauche d'été. Hormis les heureux «pistonés» des surveillantes, des administrateurs, des chefs de service, elle refuse de donner leur chance aux nombreux jeunes chômeurs qui se présentent. Et partout, ceux-ci dont certains voudraient rester, sont la base à partir de laquelle se renouvèleront les effectifs.

En dernier ressort, les hospitaliers se font aider par les élèves-stagiaires : Agents de Service, élèves-infirmiers, élèves-médecins. Mais ceux-ci sont précisément là pour apprendre, et en fait, ils bouchent les trous et doivent se débrouiller. Ce n'est donc pas en cette période de vacances qu'ils pourront acquérir les connaissances pratiques qui leur font défaut pendant toute l'année (...).

Circle de Lecteurs
Cellule St-Antoine - Paris

«Écoute s'il pleut»

Tous les soirs de 20 h à 1 h du matin.

COLLING/FROT

Bonjour,

Juillet 76 - Cazals dans le lot - cinq heures par jour, cinq jours de festival - trente artistes - nous avons le plaisir de vous communiquer la programmation définitive :

Vendredi 16 juillet :

Malicorne
Mahjun
Teba et Ricardo
F. Beranger

Lundi 12 juillet :

Mouloudji
B. Lavilliers
C. Sauvage
A. Meilland
J. Emile Deschamps
Yvan Dautun

Mardi 13 juillet :

G. Servat
Tri Yann
B. Benoit
Yvon Etienne
Glenmor
Ys

Jeudi 15 juillet :

Mercredi 14 juillet :

Blue Grass Long Distance
West African Cosmos
Marti
Maité Idrin
Tangerine

P. Font
Ph. Val
Popol et Lete
J. Yves Luley
Douby
Tachan

Cette programmation est établie par «ECOUTE S'IL PLEUT», société d'artistes (société civile) née d'une idée de Daniel Colling et Maurice Frot. ECOUTE S'IL PLEUT aura pour activité principale la distribution et la coordination de spectacles et sera totalement opérationnelle en septembre. Elle regroupera une quarantaine d'artistes : outre les participants au festival de Cazals (exceptés : Tangerine, Maité Idrin, F. Beranger) s'ajoutent : Joan Pau Verdier, David Mac Neil, Steve Lacy, Dick Annegarn, Chic Streetmann, Areski-Fontaine etc...

Nous vous souhaitons bonne réception de ce courrier et vous transmettons toutes nos amitiés.

Colling/Frot



FRONT ROUGE

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



IMMIGRE EN FRANCE

N. NOUVELLE SERIE - 6 FRANCS - JUIN - JUILLET 76

Passez vos commandes à
FRONT ROUGE - BP 68 - 75019 PARIS
CCP 31 191 14 - La Source

**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Nous demandons aux camarades qui lisent le «Quotidien du Peuple» et le soutiennent, d'arrêter de l'acheter en kiosque et de s'abonner directement pour un an au journal. Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages (abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métails.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois Il' Orient est rouge. Opéras à thème révolutionnaire...
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassil) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).
- ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement de soutien..... F

- Mode de Versement :
- En une fois.....
 - En trois fois.....

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
Découper suivant la pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Interview de Michel RACHLINE, juif anti-sioniste, auteur du livre

«UN JUIF LIBRE»

Michel Rachline, qui a écrit «Un juif libre», publié chez Guy Authier, est juif anti-sioniste. C'est lui qui a traduit en français le livre d'Israël Shaak, président de «la ligue israélienne des droits de l'homme» sur «Le racisme de l'État d'Israël». Michel Rachline répond aux questions du «Quotidien du Peuple».

—Le Quotidien du Peuple : Que pensez-vous de l'assimilation faite par les Israéliens de l'anti-sionisme et de l'antisémitisme ?

—Michel Rachline : Ce ne sont pas seulement les Israéliens qui établissent cette confusion. Ce sont d'une manière générale tous les juifs sionistes. Cette confusion entre anti-sionisme et antisémitisme est une ânerie. La preuve en est que les plus acharnés partisans du sionisme aujourd'hui sont tous d'anciens antisémites : l'Allemagne en tête, les partis de droite, les lecteurs de «Minute» et de «Carrefour» et autres Parisiens «Libérés». Chacun sait que les collaborateurs de «Minute» pour ne citer que ce journal, n'ont jamais fait un secret de leurs amitiés avec l'Allemagne du temps où elle occupait la France et où il était fort mal vu d'admirer les juifs. Quant à l'Allemagne de Bonn, la meilleure amie d'Israël, il suffit peut-être de dire que plus de trois mille anciens nazis y occu-

pent en 1976 dans la haute administration, les postes les plus élevés. Voici donc les amis des sionistes.

—Quotidien du Peuple : Que pensez-vous de l'existence de l'État d'Israël ?

—M.R. : Le fondement réel de l'État d'Israël repose sur deux bases : la première base est constituée par les juifs de l'extérieur qui s'imaginent trouver ainsi, en cas de besoin, un refuge ; illusion suprême puisque l'État d'Israël, loin d'être un refuge est devenu un piège pour les juifs.

L'autre base, et c'est naturellement une banalité de la constater, est constituée par les États Unis d'Amérique qui se foutent éperdument d'Israël et des juifs, mais qui ont trouvé là l'occasion d'appliquer leur politique néfaste, après la Corée, après le Vietnam, par Israël interposé, non seulement dans le Moyen-Orient, mais encore dans toute l'Afrique. En effet, si l'ONU a condamné le sio-

nisme comme une forme de racisme et s'il s'est trouvé parmi les votants une majorité de pays africains, c'est parce que depuis sa création, l'État d'Israël a toujours été tourné vers l'Afrique, qu'il y a dépensé des sommes fabuleuses qu'il ne possédait pas et que les Africains se sont un jour aperçus que les Israéliens étaient télécommandés de Washington pour appliquer au continent africain, sous le couvert et sous le masque de l'élite, la politique la plus colonialiste, la plus raciste, la plus réactionnaire qui ait été mise en œuvre depuis l'écrasement des empires coloniaux de l'Occident.

—QdP : Que pensez-vous de la lutte des juifs anti-sionistes en Israël ? L'état sioniste doit-il être détruit en tant qu'État d'oppression ? Que pensez-vous des revendications pour une Palestine libre et démocratique ouverte à tous.

—M.R. : La lutte anti-sioniste des juifs en Israël, si elle aboutit à leur victoire est la seule possibilité pour des juifs, de rester en

pour des juifs de rester sur la terre de Palestine. Dans l'état actuel des choses, il y a deux solutions :
Premièrement : ou bien

l'État d'Israël actuel, soutenu par les USA poursuivra son expansion, c'est-à-dire comme il est prévu dans la Bible, annexera le Sud du Liban, la Jordanie et la Syrie, ou bien et c'est ce que j'espère, l'État d'Israël dans sa forme actuelle sioniste, fasciste et raciste, sera remplacé par un État palestinien dans lequel seront citoyens de l'État tout ceux qui, le plus simplement du monde, le souhaitent. C'est évidemment la seule solution pour éviter des affrontements locaux, peut-être de nouvelles guerres mondiales et en tout cas la renaissance de l'antisémitisme.

—QdP : Y a-t-il pour vous un risque de renaissance de l'antisémitisme ? Quel en serait le moteur ?

—M.R. : D'abord l'antisémitisme considéré dans son sens usuel, c'est-à-dire la haine des juifs, est un mot récent, 1880, qui a été forgé par le polémiste allemand, Wilhelm Mazz.

C'est également une notion tout à fait épisodique, je veux dire qu'il y a eu d'innombrables périodes historiques pendant lesquelles les juifs n'ont pas subi de persécutions.

Cependant, je pense que nous allons assister à un réveil de l'antisémitisme

qui sera, cette fois, officialisé et légitimé par l'existence de l'État d'Israël. En effet, le principal reproche que l'on a fait aux juifs au cours des temps, a été de constituer à l'intérieur de

constituer à l'intérieur des communautés nationales qui les accueillait des sectes étrangères. Or, après 2 000 ans, les juifs de la prétendue diaspora, quelle que soit leur nationalité, affirment leur lien spirituel et matériel avec l'État d'Israël, reconstituant ainsi des groupements à la solde d'un État étranger qu'ils entretiennent de leur argent et de leurs illusions. Il y a là le ferment d'un nouvel antisémitisme.

En conclusion, être un juif libre c'est :

- refuser la notion de peuple élu.
- refuser la malédiction qui pèserait sur les juifs.
- ne pas utiliser les victimes du nazisme comme monnaie d'échange.
- refuser l'aliénation à l'État d'Israël.
- se sentir partie intégrante de l'univers, c'est-à-dire respecter tout ce qui est humain.
- ne pas tirer à soi la couverture de la persécution.
- ne pas devenir un persécuteur sous prétexte de se «venger».

PROGRAMME TÉLÉ

LUNDI 12 JUILLET

TF 1

19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La peau douce, film de F. Truffaut
22 h 25 - Histoire des gens Retif de la Bretonne
23 h 15 - Journal

A 2

20 h 00 - Journal
20 h 35 - La tête et les jambes
21 h 55 - Une statue nommée liberté
22 h 45 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 55 - Flash journal
20 h 30 - La femme aux bottes rouges
22 h 05 - Journal



Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRM
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris - Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET -
Imp. IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Com. Par. : 56 942

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔIC

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Anna Bleo Ruz, femme de Youenn Hebken est venue à l'église de Plogastel pour soulever les paysans contre les riches propriétaires.

Les troubles commencèrent à Pont l'Abbé, deux jours après le sermon d'Anna Cheveux Rouges.

D'abord, des mains inconnues placardèrent sur les murs des halles, des affiches en breton, tracées à la main par Youenn Hebken, qui ne se priva pas de mettre en bas sa signature pour montrer qu'il était quelque chose de plus que son nom.

Les gendarmes vinrent les arracher, et établirent une surveillance autour des halles.

Puis le troisième jour, cinq charrettes venant de Plogastel passèrent le pont, et, au lieu d'aller aux greniers de Monsieur Listiala défunt, à qui ils étaient dus, les sacs de féculé et de pomme de terre nature furent distribués gratuitement sur la place du March'allah aux artisans et aux pauvres.

Le conseil municipal se réunit d'urgence pour se concerter sur cette situation anormale.

Mais comme l'affaire n'intéressait que Listiala, qu'il était mort et que ses héritiers n'étaient pas encore désignés, ils conclurent qu'il valait mieux s'en laver les mains. D'autant plus que, si les paysans avaient de la colère dans les tripes, mieux valait ne pas prendre le risque d'employer la garde

nationale, constituée à presque totalité par des indigents favorables à la cause de la misère.

Il n'y eut donc aucune mesure. On se borna à envoyer un message au préfet, message qui fut intercepté du côté de Brengall et qui fit mauvais effet sur les paysans, parce qu'il n'était pas agréable à lire à leur sujet.

Lambour monta à son tour en effervescence.

On vit des artisans et des manœuvres passer le pont pour venir apporter leur solidarité aux paysans. Et de l'île Tudy arrivèrent des hommes et des femmes hargneux après les bourgeois.

Si Listiala avait été de ce monde, l'affaire aurait été promptement terminée. Dans le sang, certainement. Peut-être le sien, peut-être le leur, selon le plus rapide. Mais il était mort.

Les bourgeois commencèrent à avoir peur, et ne se montrèrent plus dans la rue, ou presque. Et encore, non sans un pistolet dans leur poche.

A la fin de la semaine, ils décidèrent de s'enfuir avec les cinq chasse-marée qui étaient venus pour charger les pommes de terre, et d'aller à Kemper demander la répression.

Mais ils commirent l'imprudence de vouloir vider leurs greniers et, la nuit de leur départ, ils furent surpris par des artisans de retour du bistrot, en train de faire porter des sacs de patates.

L'alerte donnée, le port, illuminé, fut peuplé de paysans et d'artisans furieux.

Ils criaient : «Ils veulent nous affamer !»
«Voilà la récompense ! Nous n'avons pas touché à leurs greniers, et ils s'en vont avec nos pommes de terre !»

Là, les bourgeois eurent grandement peur.

Mais, à leur décharge, il faut dire que c'est le capitaine du chasse-marée de Nantes, légèrement ivre, qui donna l'ordre à un matelot de lui apporter son fusil, et qui tira sur Lan L'Helgouac'h. Il le blessa seulement, mais ce fut suffisant.

La colère des Pont l'Abbistes et de leurs alliés éclata.

Ils s'avancèrent en groupes compacts contre le quai, forçant les six bourgeois et leur famille à reculer vers l'eau. La marée était montante, presque haute, et les bourgeois allaient tomber dedans.

Les femmes, porteuses et île-tudystes, se frayèrent un chemin dans la masse des hommes en colère, et attrapèrent les enfants et les femmes des bourgeois pour les tirer d'affaire.

Les bourgeois sentaient le vide derrière eux, et la mort glauque en-dessous. Ils étaient blêmes.

(à suivre)

Le 14 juillet 1789, c'est le symbole du renversement de l'ordre féodal, le symbole d'une révolution violente qui voit le renversement d'une classe au pouvoir par une autre. Mais, la bourgeoisie et les révisionnistes en ont fait aussi un mythe : celui de l'unité toutes classes confondues, au service d'une politique de collaboration de classes. Le mythe consiste à « ignorer » le fait que si 1789 est marqué par la mise en mouvement des masses populaires contre l'ordre féodal, c'est incontestablement la bourgeoisie qui a eu la direction du mouvement : la révolution de 1789 c'est la révolution de la bourgeoisie qui renverse le pouvoir politique de la classe féodale pour établir sa propre domination sur la société et développer l'exploitation de la classe ouvrière.

LA SIGNIFICATION DU

14 JUILLET 1789

par Camille NOEL et Vincent DAUMONT

LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN DE 1789 :

UN MANIFESTE DE LA BOURGEOISIE

Le 26 août 1789, l'Assemblée constituante issue de la réunion des Etats Généraux convoqués par le roi, vota un texte fondamental : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La bourgeoisie voulut d'emblée donner à ce manifeste une portée universelle ; il est vrai qu'il sanctionnait en France l'avènement d'une société nouvelle que les chefs révolutionnaires voulaient voir s'étendre à l'Europe entière.

Le renversement politique

de l'aristocratie ouvrait de grandes perspectives à la nouvelle classe dominante : ses principes politiques et idéologiques, les rapports de production capitalistes qu'elle souhaitait consolider, allaient enfin pouvoir s'imposer.

Auparavant, il fut pourtant nécessaire pour la bourgeoisie, soutenue par les masses populaires, de recourir aux armes lorsque Louis XVI fit concentrer ses troupes à

Versailles le 11 juillet au soir.

Les 13 et 14 juillet, le peuple soulevé obligea l'aristocratie à céder devant le nouveau pouvoir. Ce pouvoir, la bourgeoisie dut l'organiser, et tout d'abord lui donner un fondement juridique afin de le légitimer. Mais le climat dans lequel se fit cette stabilisation, en août 1789, pesa lourdement sur les décisions des constituants, et en particulier sur la Déclaration des droits.

Le soulèvement paysan...

D'un côté, en effet, l'aristocratie, qui représentait encore une force économique importante, n'avait pas renoncé au pouvoir. Elle pensait en avoir été éliminée provisoirement et s'organisait pour récupérer ses anciennes positions. De l'autre, les

masses paysannes (4/5 de la population active) se levaient dès la fin du mois de juillet, pour imposer, concrètement et par les armes, l'abolition des droits et des privilèges de l'aristocratie. Plus d'un château fut fouillé et incendié par les paysans, décidés à ne

repartir qu'après avoir détruit le symbole de leur asservissement : les archives sur lesquelles se trouvaient inscrites toutes sortes de redevances, d'impôts et de services qu'ils devaient à leurs seigneurs.

...Une menace aussi pour la bourgeoisie

Or, cette offensive paysanne menaçait les bourgeois titulaires de seigneuries. En bien des endroits, les milices des deux camps s'affrontèrent violemment. Et pourtant si la bourgeoisie voulait s'im-

poser définitivement aux forces d'ancien régime, elle devait s'allier aux masses populaires.

Ces deux éléments du climat politique de la France

en août 1789 - double nécessité pour la bourgeoisie d'abattre dans ses fondements l'aristocratie d'ancien régime, et de s'appuyer sur le peuple - allaient peser sur l'œuvre des constituants de 89.

Les fondements juridiques de la société nouvelle

Une fois les privilèges abolis - en principe -, la bourgeoisie posa les fondements juridiques de la société nouvelle qu'elle voulait instaurer.

Dans ce domaine, la Déclaration reflète le désir d'en finir radicalement avec les principes d'Ancien régime. Il suffit d'en donner quelques exemples : en affirmant que : « Le principe de toute souveraineté réside désormais dans la nation ». (art. 3), les rédacteurs abolissaient le principe de la propriété royale de la France. Le citoyen ne doit obéissance qu'à la loi ; la

pratique arbitraire de la volonté royale et de celle de ses ministres et représentants fut ruinée. Tout accusé est innocent tant qu'il n'a pas été déclaré coupable, déclare l'article 9 : la bourgeoisie affirmait sa volonté d'abolir la torture féodale. Nul homme ne peut être détenu que légalement (art. 7) : les « lettres de cachet », tant haïes du peuple, étaient directement visées.

Enfin et surtout, aux privilèges féodaux, les rédacteurs opposaient désormais l'égalité

des droits (art. premier).

La Déclaration ruinait donc les principes juridiques sur lesquels s'était construit le régime féodal. Mais en positif, le texte affirmait des principes nouveaux correspondant à la société nouvelle, et plus précisément aux nouveaux rapports de production : reposant désormais sur l'exploitation de la main d'œuvre salariée par le capital, ces nouveaux rapports de production supposaient avant tout la liberté dans l'achat et la vente de la force de travail.

tée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité». C'était proclamer la légitimité de la propriété privée bourgeoise.

En balayant les principes du droit féodal, en imposant des rapports de production supérieurs aux rapports de production précédents, la bourgeoisie faisait acte révolutionnaire : elle poussait la société à un stade ultérieur de son développement.

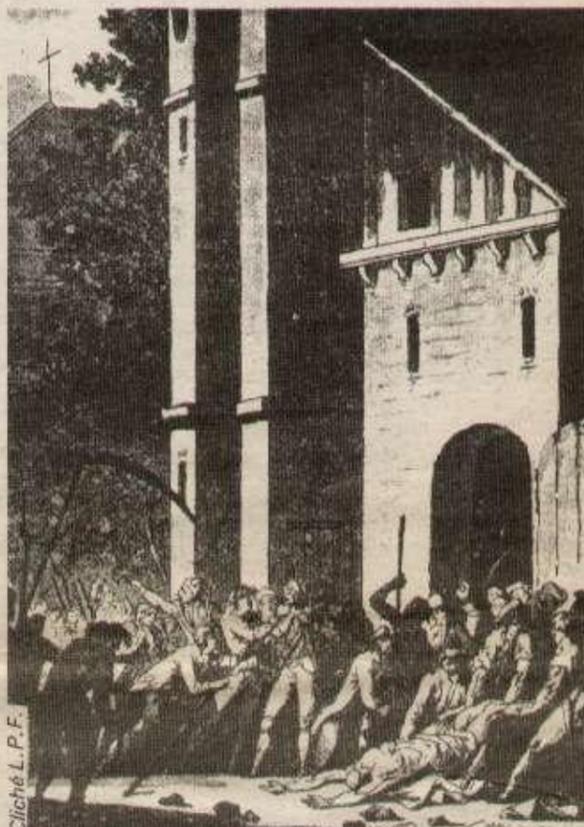
14 JUILLET : LE MYTHE

Le 14 juillet est célébré comme étant le jour de la prise de la Bastille. Ce fut effectivement l'événement majeur de cette journée dont l'origine directe fut l'annonce, le 12 juillet, à Paris, du renvoi, par Louis XVI, du ministre Necker, financier suisse qui avait alors toute la confiance de la bourgeoisie. C'est au Palais-Royal, lieu de réunion, avec ses nombreux cafés, des patriotes de la petite bourgeoisie, que se déclençait l'insurrection qui, le 14, devait conduire à la prise de la Bastille, cette prison haïe du peuple de Paris.

Ceux qui prirent la Bastille le firent sans l'aide du Comité Permanent de l'Hôtel de Ville, constitué par les bourgeois de Paris, électeurs aux États Généraux, et sans l'appui de la Milice Bourgeoise, organisée par les bourgeois de l'Hôtel de Ville, le 11, pour contrôler la municipalité, y éviter l'envoi de troupes royales et désarmer les quartiers populaires.

Mais les habitants de ces quartiers, c'est-à-dire les salariés, d'après les listes des « vainqueurs de la Bastille, dont nous pouvons disposer, ne furent qu'une minorité (à peine plus de 20 %). Majoritairement, les insurgés du 14 juillet furent des manufacturiers, des marchands, des artisans et des petits commerçants.

Sur ce plan, on peut comparer le 14 juillet 1789 avec un véritable mouvement de classe : l'« Affaire Révillon ». Les 27 et 28 avril 1789, la manufacture Révillon, dans le quartier Saint-Antoine était attaquée et mise à sac, après des déclarations de son propriétaire annonçant son intention de réduire les salaires, alors que le prix du pain était tel que les familles ouvrières ne pouvaient plus en acheter. Cette « émeute dont le motif direct était la cherté du pain et le motif indirect les discours pour qui les gouttes de sueur, de sang des ouvriers ont été autant de perles... » comme dit un rapport de police, fut très sévèrement réprimée : près de 500 morts, tous des ouvriers du faubourg Saint-Antoine ; ouvriers du meuble, du bâtiment et du vêtement. Ce mouvement de classe ne fut



Cliché L.P.F.

« Nos gens allaient droit à la tour. Là pour eux était la Bastille, la tyrannie, l'orgueil, l'insolence, le mépris des hommes ; depuis bien des siècles la tour se moquait de la vallée, elle la stérilisait, l'attristait, l'écrasait de son ombre pesante... Chaque matin et chaque soir, mille ans, davantage peut-être, la tour fut maudite. Un jour vint qu'elle tomba... »

MICHELET

La prise de la Bastille fut la moins ouvrière des journées de la Révolution Française, car on ne pouvait, alors, mettre sur le même plan des travail-

leurs indépendants, même modestes, comme les artisans, et les salariés, eux, totalement exclus de la propriété des moyens de production.

LA RÉVOLTE DES OUVRIERS DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE

l'œuvre que des seuls salariés. Le 14 juillet 1789, qui avait permis à la bourgeoisie d'affirmer sa force, devait être célébré, un an plus tard, lors de la fête de la Fédération : il s'agissait alors, pour la bourgeoisie, qui espérait encore une conciliation possible avec la noblesse et le roi, de célébrer le nouvel ordre politique et social, formellement consigné dans la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ». Ce texte concrétisait la Liberté et l'Égalité, telles que la bourgeoisie les concevait alors. Restait à faire la démonstration de la nouvelle Fraternité. Au Champ de Mars, nivelé pour l'occasion par des milliers de parisiens, devait avoir lieu une grande fête ordonnée soigneusement par la bourgeoisie. A la tribune, Louis XVI, qui allait prêter serment de fidélité à la

Nation et à la Loi ; à l'autel de la Patrie, dressé au milieu du Champ de Mars, Talleyrand et trois cents prêtres qui dirent la messe. Et le peuple dans tout cela ? Il n'était que spectateur, relégué sur les bas-côtés du Champ de Mars. Exclu de fait de cette célébration du nouvel ordre bourgeois, chaque année depuis, répétée le 14 juillet.

Mais il n'allait pas tarder à montrer que sa fête à lui, celle des opprimés, c'était la Révolution en marche, celle qui, dans un geste sublime, saura désacraliser une oppression séculaire en guillotinant le roi, le 21 janvier 1793.

Demain : comment les masses populaires ont élargi ces libertés en 93.

Un acte révolutionnaire et... un système d'exploitation plus subtil

Les bourgeois n'avaient que faire de l'inégalité juridique et des privilèges ; leur système d'exploitation était bien plus subtil : il reposait en apparence sur un libre contrat passé entre le capitaliste et le travailleur, le premier achetant la force de travail du second. En outre, la condition même du fonctionnement de ce nouveau mode de production était la proclamation de l'égalité juridique des hommes ; ainsi

seulement, la force de travail pourrait affluer sur le marché et quitter la situation de servage qu'en bien des endroits les seigneurs féodaux maintenaient.

Parallèlement à la proclamation de l'égalité juridique, les constituants déclaraient solennellement dans l'article 17 : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement consta-